Armoirie du Niger Bonne version.emf

République du Niger

*Fraternité – Travail – Progrès*

*--------------------------------------*

MINISTERE DU PLAN DE L’AMENAGEMENT DU TERRITOIRE   
ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

**Programme Pilote pour la Résilience Climatique   
(PPRC - Niger)**

**RAPPORT ANNUEL DE SUIVI DES RESULTATS**

**Niger 2015**



**Table de matières**

[Liste des sigles et abréviations ii](#_Toc424042399)

[1. Introduction 1](#_Toc424042400)

[2. Etat d'avancement du programme PPCR Niger 5](#_Toc424042401)

[3. Démarche du rapportage 2015 8](#_Toc424042402)

[3.1. Réunions préparatoires et arrangements institutionnels 8](#_Toc424042403)

[3.2. Lancement officiel du processus de rapport annuel 2015 8](#_Toc424042404)

[3.3. Rencontres du comité d’expert 11](#_Toc424042405)

[3.3.1. Formation des membres de l’équipe d’expert 11](#_Toc424042406)

[3.3.2. Travaux préliminaires du comité d’experts sur les critères de notation des indicateurs principaux 1 et 2 13](#_Toc424042407)

[3.4. Travaux des sous-groupes thématiques 1](#_Toc424042408)

[3.5. Réunion du comité d’expert pour consolidation des contributions 1](#_Toc424042409)

[3.6. Elaboration de l’ébauche du rapport annuel 2015 2](#_Toc424042410)

[3.7. Atelier national de validation du rapport 2015 2](#_Toc424042411)

[3.5. Appréciation globale du processus 3](#_Toc424042412)

[4. Niveau d’atteinte des résultats au Niger- Evaluation des indicateurs de résultats 4](#_Toc424042413)

[4.1. Fiche d'évaluation de l’indicateur principal 1 du PPCR 5](#_Toc424042414)

[4.2. Fiche d'évaluation de l’indicateur principal 2 du PPCR 9](#_Toc424042415)

[4.3. Fiche d'évaluation de l’indicateur principal 3 du PPCR 13](#_Toc424042416)

[4.4. Fiche d'évaluation de l’indicateur principal 4 du PPCR 19](#_Toc424042417)

[4.5. Fiche d'évaluation de l’indicateur principal 5 du PPCR 23](#_Toc424042418)

[4.6. Résumé de l'atelier de notation 26](#_Toc424042419)

[5. Appréciation du processus et Perspectives 28](#_Toc424042420)

[5.1. Points forts du processus 2015 28](#_Toc424042421)

[5.2. Points faibles du processus 2015 28](#_Toc424042422)

[Annexes 29](#_Toc424042423)

[Annexe 1 : Liste des participants à l’atelier de lancement et de validation 30](#_Toc424042424)

[Annexe 2 : Liste des membres du comité techniques d’experts 31](#_Toc424042425)

[Annexe 3 : Mémo de l’atelier de lancement 32](#_Toc424042426)

[Annexe 4 : Mémo de l’atelier de validation nationale 36](#_Toc424042427)

## Liste des sigles et abréviations

|  |  |
| --- | --- |
| AFD | Agence Française de Coopération |
| BAD | Banque Africaine de Développement |
| BM | Banque Mondiale |
| CC | Changements climatiques |
| CCNUCC | Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques |
| CIF | Fonds d’investissements Climatiques |
| CTNCVC | Commission Technique Nationale sur les Changements et variabilité climatiques |
| CNEDD | Conseil National de l’Environnement pour un Développement Durable |
| CSI | Centre de Santé Intégré |
| CSIN-GDT | Cadre Stratégique d'Investissement en matière de Gestion Durable des Terres |
| DEP | Direction des Etudes et la Programmation |
| DGRE | Direction Générale des Ressources en Eau |
| DMN | Direction de la Météorologie Nationale |
| DNPGCCA | Dispositif National de Prévention et de Gestion des Catastrophes et Crises Alimentaires |
| GIZ | Coopération Internationale Allemande |
| I3N | Initiative les "Nigériens Nourrissent les Nigériens" |
| ONG | Organisation Non-Gouvernementale |
| PAC | Programme d’Actions Communautaires |
| PACRC | Projet d’Actions Communautaires pour la Résilience climatique |
| PAN/LCD-GRN | Plan d’Action National de Lutte contre la Désertification – Gestion des Ressources Naturelles |
| PANA | Programme d’Actions National d’Adaptation aux Changements climatiques |
| PANGIRE | Plan d'Action National de Gestion Intégrée des Ressources en Eau |
| PDC | Plan de développement communal |
| PDES | Plan de Développement Economique et Social |
| PDIPC | Projet de Développement de l’Information et de la Prospective Climatique |
| PDS | Plan de Développement Sanitaire |
| PIA | Plan d'investissement Annuel |
| PNCC | Politique Nationale en matière de Changements Climatiques |
| PPCR | Programme Pilote de Résilience Climatique |
| PROMOVARE | Projet de Mobilisation et Valorisation des Ressources en Eau |
| PSRC | Programme Stratégique de Résilience Climatique |
| SE | Secrétariat Exécutif |
| SFI | Société Financière Internationale |
| SNPA/CVC | Stratégie Nationale et Plan d’Action en matière de Changements et Variabilité climatiques |
| ST/CTNCVC | Secrétariat Technique de la Commission Technique Nationale sur les Changements et Variabilités Climatiques |
| UNICEF | Fonds des Nations unies pour l'enfance |
| CNSEE | Centre National de Surveillance Ecologique et Environnementale |
| BEEEI | Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes d'Impact |

# 1. Introduction

Le Niger est un pays de l’Afrique de l’Ouest, situé au cœur de la bande sahélo-saharienne, une des zones les plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques du globe. Le Niger est caractérisé par une forte variabilité aussi bien spatiale que temporelle des précipitations. L’évolution des écarts de la température moyenne annuelle par rapport à la moyenne pour la période 1961-1990 montre que les températures maximales et surtout minimales ont tendance à augmenter à partir des années 90. Pour ce qui est de la pluviométrie, les données montrent une nette augmentation de la fréquence des années déficitaires depuis 1970, avec sept importantes années de sécheresse~~s~~ et des déficits pluriannuels dont les conséquences sur les productions agropastorales, la sécurité alimentaire, et la vie socioéconomique ont été dramatiques.

L’économie du pays est dominée par le secteur primaire (45,2% du PIB en 2010) et une étroitesse du secteur secondaire (11,4% du PIB en 2010). Le secteur primaire est essentiellement agropastoral ; il joue un rôle essentiel dans la croissance économique. Entre 2006 et 2010, le PIB du secteur primaire est passé de 817,66 milliards de FCFA à 1021,27 milliards, soit une progression de 25%, contre 20% pour l’ensemble des secteurs. Cette situation rend le Niger particulièrement vulnérable aux changements et à la variabilité climatiques du fait notamment de la prédominance de l'agriculture pluviale (80%). Il est ainsi devenu impérieux de faire face à la variabilité climatique, de pouvoir s'adapter aux changements climatiques, et par conséquent d'améliorer la résilience climatique à travers notamment l'intégration de ces aspects les processus fondamentaux de planification du développement socio-économique du pays.

Conscient du danger immédiat que représentent le climat sur son économie, le Niger a signé en juin 1992 la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), l’a ratifié en juillet 1995, et mis en place un Conseil National pour l’Environnement et le Développement Durable (CNEDD), organe rattachée au Cabinet du Premier Ministre. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de cette Convention, aussi bien d'ailleurs que celles sur la biodiversité sur la désertification, plusieurs documents stratégiques nationaux ont été élaborés sous l’égide du Secrétariat Exécutif du CNEDD, parmi lesquels on peut citer le Programme d'Action Nationale pour l'Adaptation aux Changements climatique (PANA); l'Auto-évaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour gérer l'Environnement (ANCR); deux (2) Communications Nationales sur les changements climatiques présentées respectivement aux Conférences des parties en 2000 et 2009. Ces documents cadres de référence, ainsi que les études qui leur ont été associées, constituent le capital de l’information concernant les données, les réflexions et les orientations du Niger en matière de lutte contre les effets des changements et variabilité climatiques en particulier, et d'environnement et développement durable en général.

Le Niger a des atouts qui font de lui un véritable champ d’expérimentation en matière de lutte contre les changements climatiques et l’adaptation. En effet, fort des nombreuses expériences positives de gestion des crises et catastrophes acquises pendant les années de sécheresse et des travaux de réflexion réalisés dans le domaine des changements climatiques (PANA, ANCR et les Communications Nationales), le Niger a participé à plusieurs initiatives pilotes initiées au niveau mondial pour alimenter les réflexions visant à aider les pays en développement à faire face aux défis climatiques.

Le Gouvernement du Niger s'est beaucoup réjouit de la décision du Conseil d’Administration de la Banque Mondiale qui a approuvé le 1er juillet 2008, l’établissement du Fonds d’Investissements Climat (FIC) et mis en place ses deux fonds fiduciaires à savoir le **Fonds Stratégique pour le Climat (FSC)** et le **Fonds pour la Technologie Propre (FTP).** le FIC apparaît ainsi comme un effort collectif des Banques Multilatérales de Développement et des pays riches pour combler le vide en matière de financement des investissements et d’acquisition des connaissances permettant de faire face le plus efficacement aux défis climatiques.

Le **Programme Pilote de Résilience Climatique (PPCR)** est l’un des trois programmes initiés dans le cadre du FSC. Il a pour vocations de mettre à l’essai, des stratégies visant à intégrer le risque climatique et l’adaptation aux changements climatiques dans les processus fondamentaux de planification du développement au niveau national; d’amplifier les investissements dans la protection contre les effets du changement climatique en s’appuyant sur d’autres initiatives en cours ; et enfin de favoriser l’apprentissage par la pratique et l’échange d’expériences à l’échelon national, régional et mondial. Il vise à contribuer aux objectifs du SCF à travers des incitations (aux gouvernements) pour des actions à grande échelle et transformatrices qui intégreraient les aspects de résilience aux changements climatiques dans les plans de développement nationaux, en cohérence avec les plans de réduction de la pauvreté et les objectifs de développement durable.

Le Niger avait été recommandé par le groupe d'experts indépendants et choisi par le Comité de gouvernance du PPCR pour participer entant que pays pilote dans la mise en œuvre du programme. Une lettre d’invitation à participer a été envoyée au Gouvernement en février (18) 2009 par le Comité de gouvernance du PPCR. Le Gouvernement du Niger a confirmé son intérêt de participer au programme en mars 2009. Un Programme Stratégique de Résilience Climatique (PSRC NIGER) a été élaboré et approuvé le 10 novembre 2010 à Washington par le Sous-comité PPCR. Un montant de 110 millions de $US dont 50 millions en don et 60 millions en prêt concessionnel volontaire a été accordé au Niger pour le financement des projets prioritaires identifiés dans le PSRC.

La lutte contre les effets du changement climatique nécessitant des ressources financières consistantes pour le financement des infrastructures communautaires et résilientes aux changements climatiques ; les activités de Génie civile comme les ouvrages CES/DRS et les barrages et aussi l’acquisition des équipements nécessaire pour le développement des scénarios climatiques adaptés à nos réalités climatiques (Sahel), le PPCR a été une grande opportunité pour les pays pilotes en particulier le Niger en ce sens qu’il permettra d’amorcer des changements générant des transformations au niveau des systèmes nationaux de production et des populations, notamment à travers : l’intégration d’expertise pour trouver des solutions efficaces ; l’expérimentation à l’aide d’idées novatrices permettant de supprimer les barrières et d’établir des programmes reproductibles et le financement concessionnel pour attirer les investisseurs.

Le Niger a été choisi comme pays pilote pour participer à la mise en œuvre du programme PPRC. A l’instar des autres pays pilotes, le Gouvernement avec l’appui de la Banque Mondiale (BM) ; de la Banque Africaine de Développement (BAD) et de la Société Financière Internationale (SFI), a élaboré un document de stratégie de mise en œuvre du« Programme Stratégique de Résilience Climatique (PSRC Niger) » approuvé en novembre 2010 par le Sous-comité de gouvernance du PPCR.

En termes de montage institutionnel, outre le Point Focal national du PPCR, le CIF prévoit au niveau des pays, la mise en place des Unités de Coordination des PSRC dont les activités comprennent entre autres, la coordination stratégique du SPCR pays et le partage des connaissances concernant l'approche, les résultats, les défis et les impacts du PPCR au niveau national avec les principaux intervenants et au niveau international avec les autres pays participant au programme PPCR, ainsi que les différents membres de la communauté du CIF.

Pour ce faire, chaque pays pilote doit élaborer son rapport annuel de suivi des résultats et des objectifs PPCR à travers cinq (5) indicateurs globaux issus d’un consensus entre toutes les parties-prenantes. Ce rapport devant être transmis à l’Unité d’Administration du CIF au plus tard le 31 juillet de chaque année.

En août 2013, le Niger a servi de terrain test pour l’utilisation des outils développés au niveau de la coordination globale du CIF afin d’aider les pays à s’acquitter correctement de leurs responsabilités de suivi et d’établissement de rapports sur le PPCR.

Fidèle à ces principes, le Gouvernement à travers le Point Focal national du PPCR et la Cellule de Coordination Stratégique du PSRC, en collaboration avec les banques multilatérales de développement qui accompagnent le Niger dans le processus (BM ; BAfD et SFI), a élaboré le premier rapport national de suivi des résultats du PPCR pour la période de mars 2013 à avril 2014 qui a été apprécié par l’ensemble des parties engagées.

Le processus d’élaboration de ce rapport a impliqué toutes les unités de gestion et coordination des projets du PSRC ; les points focaux des structures parties prenantes à la mise en œuvre des projets (Etat ; société civile ; secteur privé ; institutions de recherche et PTF).

C’est ce même exercice qui a été conduit cette année afin de disposer du deuxième rapport national couvrant la période de janvier à décembre 2014.

Fort des expériences antérieures, et pour s’assurer d’un déroulement efficace du processus, il a été recruté un consultant modérateur qui a guidé les débats et présenté le présent rapport de capitalisations du processus conduit par le Niger.

Le présent rapport présente les résultats enregistrés par le Niger jusqu’en décembre 2014. Il présente le processus PPCR du Niger, ainsi que la démarche utilisée pour son élaboration. Il fournit le niveau actuel de chacun des critères en termes de notation et d'appréciation qualitative pour les cinq (5) indicateurs globaux du PPCR.

# 2. Etat d'avancement du programme PPCR Niger

L’objectif du PSRC Niger est d’améliorer la résilience des populations et des systèmes de production au changement climatique pour accroitre la sécurité alimentaire. Le PSRC Niger regroupe quatre (4) projets d’investissement prioritaires à savoir :

* Le Projet d’Actions Communautaires pour la Résilience climatique (PACRC), d'un budget total de 63 millions $US dont le démarrage est intervenu en octobre 2012;
* Le Projet de Développement de l’Information et de la Prospective Climatiques (PDIPC) d’un montant de 13 millions de $US lancé en mars 2014 ;
* Le Projet de Mobilisation et Valorisation des Ressources en Eau (PROMOVARE) d’un montant 22 millions de $US lancé également en mars 2014 ;  et
* Le projet dédié au secteur privé d’un montant estimatif de 12 millions $US, dont le lancement est prévu vers la fin de l'année 2015.

C'est dire que les activités du PPCR ont commencé au Niger avec le lancement du Projet d’Actions Communautaires pour la Résilience Climatique (PACRC) en 2012. Le démarrage effectif des activités est intervenu avec l’exécution d'un programme d’urgence au profit d'un certain nombre des communes de la zone d’intervention du projet PACRC touchées par les graves inondations de septembre et octobre 2012.

Au 31 décembre 2013, le taux cumulé de décaissement pour les années 2012 et 2013 n’était que de 11% de l’enveloppe globale. C'est ainsi que l’année 2014 a été considéré comme une année de croisière et à ce titre, les Plans de Travail et Budgets Annuels (PTBA) 2014 des trois (3) projets du programme PSRC Niger avaient ambitionné de remonter de façon assez significative la barre de décaissement par rapport au financement global acquis.

L’atteinte des objectifs du PSRC-Niger passe par une mise en synergie des projets qui le soutendent. Cette synergie se traduit par le biais de la Cellule de Coordination Stratégique (CCS) qui est l’instrument d’animation, d’impulsion et de veille; notamment sur les questions de (i): la prise en compte de la dimension changement climatique dans les outils de planification nationale, sectorielle et locale; (ii) le renforcement de la résilience des population et des systèmes agro-sylvo-pastoraux; (iii) l’amélioration du système d’alerte précoce ; (iv) aider à la conception et diffusion des produits climatiques; (v) la fourniture aux communes d'intervention d'un certain package d'activités de développement résilientes intégrées couvrant la mobilisation des eaux, la gestion durables des terres et les infrastructures socio-économiques.

C'est ainsi que le projet PACRC avait prévu de rehausser son taux de décaissement aux environs de 40%, tant disque pour les projets PROMOVARE et PDIPC, l'ambition était essentiellement axée sur les besoins urgents de l’exécution des activités pour une meilleure assise du Projet, notamment par la réalisation des activités d'acquisition des biens et services.

Au 31 décembre 2014, la situation pour le projet PACRC pour les deux sources de financement est la suivante:

* Don : Un montant décaissé de 3 169 012 340 FCFA sur une prévision de 5 687 768 147 FCFA, soit un taux de décaissement de 56% ;
* Prêt : 1 944 381 398 FCFA décaissé sur 3 356 196 981 FCFA de prévisions, soit 58% de décaissement.

Les principaux constats de la mise en œuvre du PACRC sont les suivants :

* Le respect des normes techniques et des procédures de passation de marchés par les acteurs communaux (maîtres d’ouvrages) sont en grande partie les causes de la lenteur dans l’exécution des sous projets.
* Les évaluations des superficies dans le cadre de la récupération des terres dégradées et l’aménagement des sites irriguées doivent être conduites par le Centre National de Surveillance Ecologique et Environnementale (CNSEE) avant le démarrage de ces activités afin d’avoir les chiffres réels des réalisations du projet. Cela permettra d'éviter certains écarts relevés entre les valeurs communiquées par les communes dans les dossiers des requêtes et celles mesurées par le CNSEE.
* Les insuffisances du montage institutionnel ont influencé dans une certaine mesure la performance du projet.

Par ailleurs, toujours au 31 décembre 2014, les activités prévues dans les PTBA 2014 des projets PROMOVARE et PDIPC n'ont pas été réalisées avec le rythme souhaité. Aucun marché n'a été établi et tous les dossiers sont en cours de finalisation. Les montants des engagements pour chacun des deux projets à la date de 30 avril 2015 et ce qu'il s'agisse du Prêt ou du Don dépassent à peine 1%.

De façon globale, l'état d'avancement de la mise en œuvre du PSRC Niger parait préoccupant. En effet, en dépit de quelques progrès en terme de performance enregistrés avec le projet PACRC en 2014, la léthargie qui a caractérisé les projets PROMOVARE et PDIPC durant l'exercice 2014 n'est pas de nature à rassurer les différentes parties (Gouvernement, CIF et BMDs), quant à l'atteinte de l'objectif visé par le PPCR au Niger.

Toutefois, l'espoir reste permis à la lumière des recommandations des dernières missions conjointe et de supervision effectuées du 20 avril au 09 mai 2015. Cette double mission qui a regroupé les trois (3) parties (Gouvernement; CIF et les BMDs) a attiré l'attention sur les difficultés liées aux problèmes institutionnels nés de l'interprétation des documents de base (Accords de prêt, Accords de don et rapports d'évaluation) par rapport aux responsabilités de chacun des trois (3) Ministères assurant la tutelle des projets BAfD/PPCR au Niger.

Pendant la mission conjointe, une réunion interministérielle a été organisée le 29 avril avec la participation des Ministres concernés et le Haut-Commissaire à l'Initiative "3N". La réunion a permis d'apprécier les lourdes conséquences de ce blocage sur la performance des projets et un comité composé des représentants des différentes institutions a été mis en place avec pour mandat de proposer un document sur le mode opératoire retenu pour la mise en œuvre des activités de ces projets.

Le quatrième projet du programme PSRC Niger qui concerne le secteur privé, est encore à la traine avec un déficit incroyable de communication entre la SFI et la partie nigérienne, notamment les acteurs du secteur privé.

Bref, pour toutes ces difficultés, les Autorités au plus haut niveau et les BMD qui accompagnent le Niger dans le processus, ont pris l'engagement de tout mettre en œuvre afin que tous les projets qui composent le programme PSRC Niger soient en exécution effective sur le terrain en début 2016.

# 3. Démarche du rapportage 2015

Le processus 2015 d'élaboration du rapport PPCR a commencé par le recrutement d’un consultant modérateur chargé de soutenir l’équipe du Niger dans les échanges et appuyer l’Expert Suivi-Évaluation dans l’élaboration du rapport annuel 2015. Le modérateur est chargé également d’assurer la capitalisation des éléments clés de la démarche utilisée l’année passée pour enrichir les futurs processus de rapportage, notamment de l’année 2015 en cours. Un effort d’information a été soutenu entre l’équipe PPCR et le consultant de manière à ce que ce dernier internalise les conclusions des dernières missions d’appui conduite au Niger par les banques multilatérales de développement (BM; BAfD) sur leurs projets respectifs ainsi que de la mission conjointe de supervision du programme organisée du 21 au 28 avril 2015 .

## 3.1. Réunions préparatoires et arrangements institutionnels

Après la mise au bain du Modérateur, des échanges ont été organisé pour aboutir à des propositions de calendrier du processus de suivi et rapportage et de définir aussi la démarche appropriée pour assurer une mobilisation de toutes les parties-prenantes. C'est ainsi qu’un premier travail de concertation a été conduit entre le responsable suivi-évaluation du PSRC, le point focal PPCR au sein du bureau de la banque Mondiale à Niamey et le Modérateur.

Au sortir de ces rencontres préliminaires, mandat a été donné au Modérateur pour conduire le lobbying auprès des responsables des institutions leads relativement aux arrangements nécessaires à l’institutionnalisation du processus de rapportage annuel au Niger.

## 3.2. Lancement officiel du processus de rapport annuel 2015

L’atelier de lancement officiel du processus 2015 a été organisé le 05 juin 2015 sous l’égide de la Commission Technique Nationale sur les Changements et variabilité Climatiques (CTNCVC) élargie aux autres acteurs non membres de la commission. Il a été enregistré la participation de 47 représentants des institutions concernées. La rencontre a été présidée par le Président de la CNCVC, Monsieur Moussa Labo, Directeur de la Météorologie Nationale. Il a été aussi enregistré la présence de Monsieur Yakoubou Mahaman Sani, Directeur Général des Investissements au Ministère du Plan et Point focal National pour le PPCR au Niger.

L’ordre du jour de l’atelier comportait les points suivants :

* Présentation du Programme PPCR et du PSRC Niger;
* Institutionnalisation du Processus de suivi et de rapportage annuel des résultats PPCR;
* Présentation du guide et outils de suivi et de rapportage du PPCR;
* Présentation du dernier Rapport national 2014 ;
* Lancement officiel du processus;
* Engagements des parties-prenantes dans le processus 2015



Au cours des débats, les points suivants ont fait objet d’échanges entre les participants :

* L’intérêt d’une rencontre de la Commission Nationales après un temps de repli
* L’importance de l’institutionnalisation du rapportage annuel et la justesse de l’affectation d’une telle attribution à la Commission nationale
* L’état actuel du financement et de l’exécution des différents projets
* L’existence et la fonctionnalité de système de suivi-évaluation des projets du PPCR
* Le niveau d’implication des acteurs locaux en particulier les communes et les Organisations de producteurs dans le processus PPCR,
* L’articulation entre le PPCR et l’Initiative 3N
* La nécessité d’une synergie entre acteurs
* L'appel lancé par la commission à l'endroit de la CCS - PSRC de lui rendre régulièrement compte de la marche du programme PPCR et contribuer à dynamiser la commission

Ces points ont fait objet de discussions, de clarification et d’information. Il ressort de cet atelier que tous les membres présents sont au même niveau d’information relativement à l’avancement du processus PPCR au Niger.

Après plusieurs discussions et interventions d’éclaircissement relativement aux questions soulevées par les participants, l’atelier a adopté les décisions et pris les engagements suivants :

**1. De l’institutionnel du processus de rapportage annuel au Niger**

* Les participants ont à l’unanimité accepté et salué la décision du portage d’un mécanisme de rapportage annuel par la Commission Nationale des Changements et Variabilité Climatiques pour le Niger
* Les participants ont demandé que le Secrétariat Exécutif du CNEDD, en collaboration avec la CNCVC se charge d’initier et faire signer par l’autorité compétente (le Cabinet du premier ministère), un acte instituant officiellement l’attribution du rapportage annuel par la CNCVC pour le Niger.

**2. Du partage des informations sur le processus PPCR Niger**

* Il a été salué le fait de fournir les informations sur l’avancement des différents projets du PPCR Niger. Toutefois, il a été demandé de trouver un mécanisme de partage régulier de l’avancement desdits projets.
* La Cellule de Coordination Stratégique du PSRC s’est engagé à œuvrer pour un partenariat assez fructueux avec la Commission et ses institutions membres. Pour cela, il a été décidé de multiplier les rencontres entre la Commission et la CCS-PSRC pour faire le point de la marche du programme PPCR et bâtir ensemble un agenda futur de résilience au climat pour le Niger.

**3. De l’engagement des parties-prenantes à participer au processus de rapportage 2015**

* Pour tenir compte des observations faites par le CIF relativement aux observations sur le rapport 2014, les participants ont souhaité que le processus de rapportage 2015 soit le plus inclusif possible pour garantir une appropriation nationale et une large diffusion de l’avancement du Niger.
* Les participants ont de manière collective et individuelle adhéré aux processus de rapportage 2015.
* Le Président de la Commission Nationale a souligné sa disponibilité à garantir que le processus soit approprié par la CNCVC ainsi que sa disponibilité à mobiliser toutes les parties-prenantes.

**4. Du programme du processus de rapportage 2015**

Les participants ont validé la suite du processus de rapportage et ont, du fait que la CNCVC sera le porteur institutionnel des processus de rapportage, demandé que le rapport national 2015 soit soumis à la validation de tous les membres de la CNCVC en fin juin 2015.

Le programme du processus de rapportage est le suivant :

* Organisation d’une retraite du comité technique dans la semaine du 15 juin Finalisation du draft du rapport annuel le 22 juin 2015
* Organisation de la réunion du comité technique pour la validation du draft du rapport en envoi aux membres du CNCVC le 24 juin 2015
* Organisation de l’atelier national de validation du rapport le 29 juin 2015
* Finalisation et envoi du rapport au CIF le 30 juin 2015.

Les participants ont demandé à toutes les personnes impliquées dans processus d’élaboration du rapport, de veiller à la prise en compte des observations émises par le CIF relativement au rapport fourni au titre de l’année 2014 pour garantir davantage de qualité aux rapports du Niger.

## 3.3. Rencontres du comité d’expert

### 3.3.1. Formation des membres de l’équipe d’expert

Après le lancement officiel du processus, une retraite atelier a été organisée à dans la ville de Dosso, située à 130 km de Niamey la capitale. Cette retraite a durée trois (3) jours du 18 au 20 juin 2015.

En démarrant les travaux, Monsieur DAN BAKOYE Chaibou, Expert Chargé du Suivi-évaluation du programme PPRC Niger, a dans une première session, informé et expliqué aux participants, les nouvelles modifications apportées sur les outils de suivi et rapportages des résultats du PPCR et les fiches d'évaluation des principaux indicateurs à renseigner dans le rapport national.

Il a par la suite présenté aux participants le dernier rapport élaboré en 2014 par le Niger ainsi que les commentaires et suggestions faites par l'équipe de suivi-évaluation du CIF à prendre en compte au titre durant le processus 2015.

Des discussions et débats s'en ont suivies sur la méthodologie à adopter pour le remplissage des fiches d'évaluation des indicateurs en se référant aux résultats du rapport 2014 et en prenant en compte les observations du CIF.

Aux différentes préoccupations des membres du Comité d'Experts, l'Expert en charge du suivi-évaluation du programme a répondu en insistant sur les résultats attendus de la retraite technique de Dosso, qui sont entre autres:

* mettre les participants au même niveau d'informations sur la boîte à outils;
* définir les critères de notation adaptés au contexte du Niger pour le remplissage des fiches d'évaluation des indicateurs principaux;
* discuter et trouver un consensus sur les jugements et appréciations des experts membres du comité pouvant permettre d'évaluer les fiches des indicateurs 3 et 4;
* constituer les sous-groupes de travail qui vont procéder au remplissage des fiches d'évaluation des cinq (5) indicateurs principaux sur la base des résultats des discussions à Dosso.



Cette retraite à servi à assurer la formation des membres présents sur les outils de rapportage annuel qui ont fait objet d’amélioration par le CIF après les premières expériences de suivi et rapportage de 2014.

L’atelier de formation a enregistré la participation d'une trentaine de personne membres du comité d’experts (voir liste en annexe).

Après les trois jours d'intenses discussions, les participants ont passé à revue tous les indicateurs principaux, décrypté les contenus des fiches d'évaluation et traité tous les points inscrits à l'agenda de l'atelier et donné des indications pour la mise en place des sous-groupes de travail.

Un nouveau calendrier a par la suite été établit pour la suite du processus après Dosso.

### 3.3.2. Travaux préliminaires du comité d’experts sur les critères de notation des indicateurs principaux 1 et 2

Après l’atelier de formation tenue la première journée de retraite, le comité d’expert s’est atelier à l’évaluation des indicateurs de résultats du PPCR.

Ces travaux ont débuté par la détermination des critères d’évaluation des indicateurs principaux 1 et 2.

#### a) Critères de notation pour le niveau national

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères de notation** | |
| **Indicateur principal 1 :** | Degré d’intégration du changement climatique dans la planification nationale (y compris niveau sectoriel) |

| **Note** | **Existe-t-il un plan national/sectoriel d’adaptation au changement climatique ?** | **Les stratégies d’adaptation au changement climatique ont-elles été intégrées dans les principaux documents de planification de l’administration centrale ou des autorités sectorielles ?** | **La responsabilité de la coordination de l’intégration de l’adaptation au changement climatique a-t-elle été attribuée à des institutions ou à des particuliers ?** | **A-t-on défini et établi l’ordre de priorité des mesures d’adaptation au changement climatique ? Par exemple, investissements et programmes ?** | **Procède-t-on à une évaluation régulière des risques climatiques dans le cadre des processus de planification ?** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **0** | Aucune disposition technique ou administrative dans le sens de disposer d'un tel document | Cela n'a jamais été exprimé comme souci par les techniciens en charge de la question; encore moins par les Autorités politiques | Aucune disposition administrative n'est prise pour investir une quelconque institution de cette responsabilité. | Aucune politique ou stratégie n'a défini des mesures d'adaptation, et aucune disposition n'est présentement envisagée pour y remédier. | Non rien n'est fait, ni envisagé pour le moment |
| **1** | Il existe un projet concret et des termes de références pour mener le processus d'élaboration du document de PNA | Cette volonté est toujours réaffirmée dans les discours des Autorités en charge de la question, mais aucun acte concret n'a été posé dans ce sens | Des projets de textes pour investir certaines institutions de cette responsabilité sont élaborés, mais non encore validés | Aucune politique ou stratégie n'a défini des mesures d'adaptation, mais des dispositions sont envisagées pour y remédier. | Le processus d’évaluation des risques climatiques est amorcé au niveau national. |
| **2** | Les TDR sont validés, les arrangements institutionnels sont définis. | Aucun document stratégique national ne traite de la dimension changements climatique et résilience, mais certains documents sectoriels comportent des axes traitant de la dimension changements climatique et résilience | Des projets de textes pour investir certaines institutions de cette responsabilité sont disponibles et validés, mais restent à être adoptés par le Gouvernement | Rares sont les politiques nationales qui ont défini des mesures d’adaptation, | Le processus d’évaluation des risques climatiques est amorcé au niveau national et sectoriel. |
| **3** | l’équipe devant élaborer le PNA est mise en place; | Rare sont les documents stratégiques nationaux qui comportent des axes traitant de la dimension changements climatique et résilience | Des projets de textes pour investir certaines institutions de cette responsabilité sont adoptés par le Gouvernement | Quelques politiques nationales ont défini des mesures d’adaptation, sans aucune priorisation ni hiérarchisation. | L’évaluation est réalisée au niveau national mais de façon irrégulière |
| **4** | Les études sectorielles sont lancées | Tous les principaux documents stratégiques nationaux comportent des axes traitant de la dimension changements climatique et résilience seulement pour ce qui a trait à la gestion de l'Environnement et les ressources naturelles. | Quelques institutions ont été investies de cette responsabilité, mais dont les capacités techniques sont très faibles au point de ne rien avoir comme impact sur les processus de planification | Les politiques nationales ont défini des mesures d’adaptation, mais dont la priorisation et la hiérarchisation sont mal faites | L’évaluation est régulièrement réalisée au niveau national mais des améliorations majeures sont nécessaires |
| **5** | Les rapports provisoires des études sectorielles sont disponibles | Les principaux documents stratégiques nationaux comportent des axes traitant de la résilience climatique, | Des institutions ont été investies de cette responsabilité, mais dont les capacités financières sont très faibles au point de ne rien avoir comme impact sur les processus de planification. | Les politiques nationales ont défini des mesures d’adaptation, dont la priorisation et la hiérarchisation sont insuffisamment faites | L’évaluation est régulièrement réalisée au niveau national mais des améliorations mineures sont nécessaires |
| **6** | Les études sectorielles qui seront compilées pour donner le PNA sont validées | En plus des documents du cadre stratégique national, au moins une stratégie sectorielle intègre les changements climatiques | Des institutions ont été investies de cette responsabilité, mais sans aucun impact sur la planification du développement. | Les politiques et les stratégies nationales ont défini des mesures d’adaptation prioritaires et hiérarchisées, mais aucune des stratégies sectorielles ne s'est alignée | L’évaluation est régulièrement réalisée au niveau national et sectoriel mais des améliorations majeures sont nécessaires |
| **7** | Le rapport provisoire du PNA est disponible | … les principaux documents sectoriels comportent des axes traitant de la résilience au climat | Des institutions ont été investies de cette responsabilité, mais avec un impact faible sur la planification du développement. | Les politiques et les stratégies nationales ont défini des mesures d’adaptation prioritaires et hiérarchisées, mais très peu de stratégies sectorielles y sont alignées | L’évaluation est régulièrement réalisée au niveau national et sectoriel, mais des améliorations mineures sont nécessaires qui sont partiellement identifiées. |
| **8** | Le document PNA est validé au cours d’un atelier national | Tous les documents stratégiques au niveau national intègrent la dimension changement climatique. Les documents stratégiques de tous les secteurs clés comportent des axes traitant de la résilience au climat mais de façon timide | Des institutions ont été investies de cette responsabilité, avec un impact modéré sur la planification du développement. | Les politiques et les stratégies nationales ont défini des mesures d’adaptation prioritaires et hiérarchisées, mais peu des stratégies sectorielles y sont alignées | L’évaluation est obligatoire et régulièrement réalisée au niveau national et sectoriel |
| **9** | Le PNA est élaboré et adopté en conseil des Ministres | Tous les documents nationaux et les principaux documents sectoriels intègrent la dimension changement climatique | Des institutions ont été investies de cette responsabilité, avec un impact moyen sur la planification du développement. | Les politiques et les stratégies nationales ont défini des mesures d’adaptation prioritaires et hiérarchisées et la majorité des stratégies sectorielles y sont alignées | L’évaluation est obligatoire et régulièrement réalisée au niveau national et sectoriel mais pas intégrée dans les processus de planification |
| **10** | Le PNA est adopté par loi et est mis en œuvre | Des stratégies d’adaptation sectorielles au changement climatique sont utilisées pour les décisions de planification  Les stratégies d’adaptation sont prises en compte dans les documents de planification nationale aux niveaux national et sectoriel | la responsabilité de coordination de l'intégration de l'adaptation au changement climatique est attribuée à une institution dotée de moyens opérationnels avec un impact important | Les politiques et les stratégies ont défini des mesures d’adaptation prioritaires et hiérarchisées et les stratégies sectorielles y sont alignées | L’évaluation est obligatoire et régulièrement réalisée au niveau national et sectoriel et intégrée dans les processus de planification |

***Adapté du NIGER***

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères de notation** | |
| **Indicateur principal 2 :** | Capacité renforcée de l’État et mécanisme de coordination pour l’intégration de la protection contre les chocs climatiques |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Note*** | ***Des données, études et évaluations sur le changement et la variabilité climatiques et sur la résistance aux chocs climatiques sont-elles disponibles ?*** | ***Dispose-t-on des compétences requises en matière de changement climatique ?*** | ***Des textes législatifs, réglementaires et mesures d’incitation nationales/ sectorielles portant expressément sur le changement climatique et l’adaptation à ses effets sont-elles en vigueur?*** | ***Les pouvoirs publics et les autres secteurs participent-ils au mécanisme transsectoriel de coordination des activités de lutte contre le changement climatique ?*** |
| **0** | Il existe aucune étude ou base de données, encore moins une quelconque évaluation traitant des changements et variabilité climatique. | Non, on ne dispose d’aucune compétence en matière de changement climatique. | Il n’existe pas de politiques législatives ni de mesures d’incitation nationales/sectorielles. | Il n’existe pas de mécanisme transsectoriel de coordination des activités de lutte contre le changement climatique. |
| **1-2** | Certaines études ont été commanditées mais pas achevées. Des essais de bases de données ont vu le jour mais sans grand succès | Certains responsables ministériels et cadres techniques ont assisté de façon occasionnelle à des sessions de formation sur le changement climatique. | Des mesures légales et règlementaires d’incitation favorisant la lutte contre les effets des Changements Climatiques sont en cours d'élaboration, mais le processus n'est pas achevé en raison de quelques retouches majeures. | Oui, il existe un mécanisme transsectoriel de coordination, mais il n’est pas utilisé. |
| **3 - 4** | Des études sectorielles sont réalisées et les bases de données existent en systèmes cloisonnés peu fiables et dont la qualité scientifique est très limitée. | Peu des cadres de l'Administration sont formés à l’adaptation aux chocs climatiques et disposent d’une expérience de mise en œuvre de projets d’adaptation au changement climatique. | Des mesures légales et règlementaires d’incitation favorisant la lutte contre les effets des Changements Climatiques sont en cours d'élaboration, mais le processus n'est pas achevé en raison de quelques retouches mineures déjà identifiés | Il existe un mécanisme transsectoriel de coordination des activités de lutte contre le changement climatique auquel participent un certain nombre de parties prenantes. |
| **5 - 6** | Plusieurs études sectorielles sont réalisées et les secteurs disposent de bases de données peu fiables dont il faut améliorer la qualité des données et renforcer par d'autres études complémentaires qui restent à identifier | ~~.~~Des compétences existent (institutionnelles et ressources humaines) au niveau national en nombre limité avec des besoins majeurs en renforcement des capacités. | Des mesures légales et règlementaires d’incitation favorisant la lutte contre les effets des Changements Climatiques sont en état de projets, prêtes pour être adoptées et mise en œuvre | Il existe un mécanisme transsectoriel de coordination des activités de lutte contre le changement climatique auquel participent un plus grand nombre de parties prenantes. |
| **7 - 8** | Plusieurs études sectorielles sont réalisées et les secteurs disposent de bases de données opérationnelles. Cependant, il est ressenti des besoins d'études complémentaires déjà identifiées. | Des compétences existent (institutionnelles et ressources humaines) au niveau national avec des besoins mineurs en renforcement des capacités. | Des mesures légales et règlementaires d’incitation favorisant la lutte contre les effets des Changements Climatiques sont prises, mais dont la mise en œuvre nécessite des textes d'application complémentaires | Il existe un mécanisme transsectoriel de coordination des activités de lutte contre le changement climatique, qui se traduit par des échanges d’informations et une certaine coordination de la planification. |
| **9 - 10** | Des études sectorielles sur la vulnérabilité et des évaluations sur les effets des changements climatiques et sur la résilience climatiques sont disponibles et utilisées dans tous les processus de planification, le tout capitalisé et géré à travers des bases de données, | Les Experts nationaux disposent d'importantes capacités à gérer et coordonner les questions liées aux changements climatiques à tous les niveaux d'organisation de l'Administration et de démembrements de l'Etat (national, sectoriel, régional, communal) | Des mesures légales et règlementaires d’incitation favorisant la lutte contre les effets des Changements Climatiques sont prises et mises en œuvre dans le pays | Le mécanisme de coordination est suffisamment fort qu’il a ses démembrements à tous les niveaux et des moyens adéquats. Toute chose qui permettra aux autorités publiques d’être toujours présentes lors des rencontres diverses traitant de la question des changements climatiques. |

***Adapté du NIGER***

#### b) Critères de notation pour le niveau sectoriel

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères de notation** | |
| **Indicateur principal 1 :** | Degré d’intégration du changement climatique dans la planification nationale  (pour les secteurs) |

| **Note** | **Existe-t-il un plan sectoriel d’adaptation au changement climatique ?** | **Les stratégies d’adaptation au changement climatique ont-elles été intégrées dans les principaux documents de planification de l’administration centrale ou des autorités sectorielles ?** | **La responsabilité de la coordination de l’intégration de l’adaptation au changement climatique a-t-elle été attribuée à des institutions ou à des particuliers ?** | **A-t-on défini et établi l’ordre de priorité des mesures d’adaptation au changement climatique ? Par exemple, investissements et programmes ?** | **Procède-t-on à une évaluation régulière des risques climatiques dans le cadre des processus de planification ?** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **0** | Aucune disposition technique ou administrative dans le sens de disposer d'un tel document dans le secteur | Cela n'a jamais été exprimé comme souci par les techniciens en charge de la question; encore moins par les Autorités politiques | Aucune disposition administrative n'est prise pour investir le ministère de cette responsabilité. | Aucune politique ou stratégie n'a défini des mesures d'adaptation, et aucune disposition n'est présentement envisagée pour y remédier. | Non rien n'est fait, ni envisagé pour le moment |
| **1** | Il existe un projet concret et des termes de références pour mener le processus d'élaboration du document de PSA dans le secteur | Cette volonté est affichée par les autorités dans leurs interventions | u projet de textes pour investir le Ministère de cette responsabilité est initié | Aucune politique ou stratégie n'a défini des mesures d'adaptation, mais des dispositions sont envisagées pour y remédier. | Des évaluations sporadiques ou sur demande sont réalisées |
| **2** | Les consultants sont recrutés | Des dispositions institutionnelles et réglementaires sont prises | Le projet de textes pour investir le Ministère est disponible | quelques mesures d’adaptation sont définies dans la politique ou la stratégie sectorielle | Quelques réflexions sont engagées sur la systématisation de l’évaluation des risques |
| **3** | Démarrage des études | les mesures d’adaptation sont identifiées | le projet de textes pour investir le Ministère de cette responsabilité est adopté par le Gouvernement | des mesures d’adaptation sont définies dans la politique ou la stratégie sectorielle, sans aucune priorisation ni hiérarchisation. | L’évaluation est réalisée au niveau sectoriel mais de façon irrégulière |
| **4** | Un rapport provisoire des études entrant dans le cadre de l’élaboration du Plan sectoriel est disponible | le document sectoriel intègre la dimension changements climatique et résilience | le Ministère a été investi de cette responsabilité, sans capacités techniques | La politiques ou stratégie sectorielle a défini des mesures d’adaptation avec priorité mais sans les hiérarchiser | Le processus d’évaluation des risques climatiques est amorcé au niveau sectoriel |
| **5** | Les études entrant dans le cadre de l’élaboration du Plan sectoriel sont validées | les mesures d’adaptations sont validées | le Ministère a été investi de cette responsabilité, capacités  **financières** | La politiques ou stratégie sectorielle a défini des mesures d’adaptation, dont la priorisation et la hiérarchisation sont insuffisamment faites | Le mécanisme ou système d’évaluation est défini |
| **6** | L’avant-projet du document du Plan Sectoriel est disponible | les mesures d’adaptations sont intégrées dans le document sectoriel | le ministère a été investi de cette responsabilité, mais sans aucun impact sur la synergie des actions | La politiques ou stratégie sectorielle a défini des mesures d’adaptation prioritaires et hiérarchisées, dont la priorisation et la hiérarchisation sont bien faites | L’évaluation est régulièrement réalisée au niveau sectoriel mais des améliorations majeures sont nécessaires |
| **7** | Le document provisoire du Plan Sectoriel est disponible | le document sectoriel qui les stratégies d’adaptation est validé | le ministère a été investi de cette responsabilité, mais avec un impact faible sur la synergie des actions | La politiques ou stratégie sectorielle a défini des mesures d’adaptation prioritaires et hiérarchisées, mais non encore validée | L’évaluation est régulièrement réalisée au niveau sectoriel mais des améliorations mineures sont nécessaires |
| **8** | Le plan sectoriel d’Adaptation aux changements climatiques a été validé par un atelier national | le document sectoriel qui les stratégies d’adaptation est mis en œuvre | le ministère a été investi de cette responsabilité, avec un impact modéré sur la synergie des actions | La politiques ou stratégie sectorielle a défini des mesures d’adaptation prioritaires et hiérarchisées, mais non adoptée par le Gouvernement | L’évaluation est obligatoire et régulièrement réalisée au niveau sectoriel mais pas intégrée dans les processus de planification |
| **9** | Le plan sectoriel d’Adaptation aux changements climatiques est adopté en Conseil de Cabinet | le document sectoriel qui les stratégies d’adaptation est intégré dans la planification nationale | le ministère a été investi de cette responsabilité, avec un impact moyen sur la synergie des actions | La politiques ou stratégie sectorielle a défini des mesures d’adaptation prioritaires et hiérarchisées, mais ne sont pas prises en compte dans la planification | L’évaluation est obligatoire et régulièrement réalisée au niveau sectoriel mais avec une intégration timide dans les processus de planification |
| **10** | Le plan sectoriel d’Adaptation aux changements climatiques est adopté par le Gouvernement en Conseil des ministres | Les stratégies d’adaptation au changement climatique sont utilisées pour les décisions de planification | la responsabilité de coordination de l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans le secteur est attribuée au Ministère avec des moyens opérationnels avec un impact important | La politique ou la stratégie sectorielle a défini des mesures d’adaptation prioritaires et hiérarchisées et est utilisée pour des décisions de planification | L’évaluation est obligatoire et régulièrement réalisée au niveau sectoriel et intégrée dans les processus de planification |

***Adapté du NIGER***

|  |  |
| --- | --- |
| **Critères de notation** | |
| **Indicateur principal 2 :** | Capacité renforcée de l’État et mécanisme de coordination pour l’intégration de la protection contre les chocs climatiques (pour les secteurs) |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Note*** | ***Des données, études et évaluations sur le changement et la variabilité climatiques et sur la résistance aux chocs climatiques sont-elles disponibles ?*** | ***Dispose-t-on des compétences requises en matière de changement climatique ?*** | ***Des textes législatifs, réglementaires et mesures d’incitation nationales/ sectorielles portant expressément sur le changement climatique et l’adaptation à ses effets sont-elles en vigueur?*** | ***Les pouvoirs publics et les autres secteurs participent-ils au mécanisme transsectoriel de coordination des activités de lutte contre le changement climatique ?*** |
| **0** | Le secteur ne dispose d’aucune étude ou base de données, encore moins une quelconque évaluation traitant des changements et variabilité climatique | pas de compétence en matière de changement climatique au niveau du secteur | Il n’existe pas de politiques législatives ni de mesures d’incitation sectorielles | Il n’existe pas de mécanisme transsectoriel de coordination des activités de lutte contre le changement climatique auquel participent les agents du secteur |
| **1-2** | Des études sectorielles s ont cours de réalisation et une base de données est en construction | quelques responsables du ministère et cadres techniques ont assisté de façon occasionnelle à des sessions de formation sur le changement climatique | Des mesures légales et règlementaires d’incitation favorisant la lutte contre les effets des changements climatiques sont en cours d'élaboration, mais le processus n'est pas achevé en raison de quelques retouches majeures | Oui, il existe un mécanisme transsectoriel de coordination, mais il n’est pas utilisé |
| **3 - 4** | Des études sectorielles sont réalisées et la base des données est disponible | Peu des cadres du secteur sont formés à l’adaptation aux chocs climatiques et disposent d’une expérience de mise en œuvre de projets d’adaptation au changement climatique | Des mesures légales et règlementaires d’incitation favorisant la lutte contre les effets des changements climatiques dans le secteur sont en cours d'élaboration, mais le processus n'est pas achevé en raison de quelques retouches mineures déjà identifiés | Il existe un mécanisme transsectoriel de coordination des activités de lutte contre le changement climatique auquel participent un certain nombre de cadres du secteur |
| **5 - 6** | des informations et données sont collectées et intégrées dans la base de données | Des compétences existent (institutionnelles et ressources humaines) au niveau sectoriel en nombre limité avec des besoins majeurs en renforcement des capacités | Des mesures légales et règlementaires d’incitation favorisant la lutte contre les effets des changements climatiques dans le secteur sont en état de projets, prêtes pour être adoptées et mise en œuvre | Il existe un mécanisme transsectoriel de coordination des activités de lutte contre le changement climatique auquel participent un plus grand nombre de cadres du secteur |
| **7 - 8** | la base de données opérationnelle et les d'études complémentaires sont identifiées. | Des compétences existent (institutionnelles et ressources humaines) au niveau sectoriel avec des besoins mineurs en renforcement des capacités | Des mesures légales et règlementaires d’incitation favorisant la lutte contre les effets des changements climatiques dans le secteur sont prises, mais dont la mise en œuvre nécessite des textes d'application complémentaires | Il existe un mécanisme transsectoriel de coordination des activités de lutte contre le changement climatique, qui se traduit par des échanges d’informations et une certaine coordination de la planification. |
| **9 - 10** | Les résultats des études sectorielles sur la vulnérabilité et des évaluations sur les effets des changements climatiques et sur la résilience climatiques sont intégrées dans la base des données et utilisées dans tout le processus de planification, | Les Experts du secteur disposent d'importantes capacités à gérer et coordonner les questions liées aux changements climatiques à travers des projets et programmes | Des mesures légales et règlementaires d’incitation favorisant la lutte contre les effets des changements climatiques dans le secteur sont prises et mises en œuvre dans le pays | Le mécanisme de coordination est suffisamment fort qu’il a ses démembrements à tous les niveaux et des moyens adéquats. Toute chose qui permettra aux autorités publiques d’être toujours présentes lors des rencontres diverses qui traitent de la question des changements climatiques |

***Adapté du NIGER***

## 3.4. Travaux des sous-groupes thématiques

Au sortir de la rencontre de Dosso, il a été créé quatre (4) groupes thématiques chargé de faire des propositions au comité d’expert en matière d’évaluation des 3 premiers indicateurs principaux du PPCR. Pour les indicateurs 4 et 5, mandat a été données au Responsable Suivi-Evaluation du PACRC pour les renseigner et les partager avec l’équipe du Comité d’Expert.

Les différents sous-groupes ont fourni les résultats de leurs travaux au Modérateur aux fins d’une compilation en perspective de l’organisation de la retraite du comté d’expert de Siloé.

## 3.5. Réunion du comité d’expert pour consolidation des contributions

Une deuxième retraite de trois jours a été organisée à Siloé pour le partage des travaux des groupes thématiques et la validation de leurs analyses.

Les différents groupes thématiques ont exposé les résultats de leurs travaux qui ont fait objet de critique et d’amélioration par l’ensemble du comité d’expert.

Il est remarqué des discussions assez intéressantes dont l’objectif était essentiellement d’assurer un partage des informations.

Il s’agit en particulier de :

* L’enrichissement des critères de notations des indicateurs 1 et 2,
* L’enrichissement des argumentaires développés pour la justification des notes attribuées aux différents critères.
* La discussion sur l’évolution de la mise en œuvre des projets du programme PSRC et les résultats constatés sur le terrain.

Au terme des discussions, il est reconnait l’effort déployé par chacun des groupes thématiques démontré par la qualité des travaux présentés et surtout des explications apportées au comité d’experts. Ce qui a permis de mettre chacun des participants au même niveau de connaissances et de compréhension des dynamiques engagées au Niger.

## 3.6. Elaboration de l’ébauche du rapport annuel 2015

Sur la base de tous les éléments fournis par le comité d’expert, un travail d’élaboration du premier draft de rapport a été engagé par le responsable suivi-évaluation avec l’appui du modérateur. Il s’est agi d’intégrer l’ensemble des suggestions d’amélioration soulever lors des ateliers techniques et proposer un sommaire du rapport annuel en se basant sur l’expérience de l’année 2014.

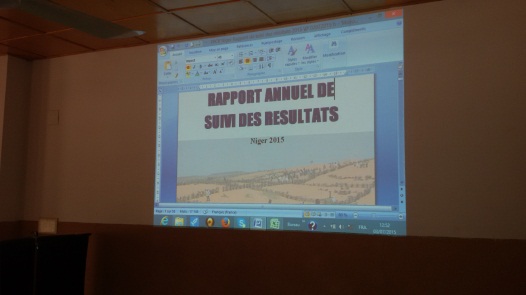
Les mémos élaborés par le modérateur ont été mis en contribution pour élaborer l’ébauche du rapport 2015.

Cette première version a été soumise à l’appréciation des membres du comité d’experts qui ont communiqué leurs observations par mail au modérateur pour prise en compte afin de fourni le rapport provisoire qui doit être proposé à la validation par la Commission Nationale.

### 3.7. Atelier national de validation du rapport 2015



Sous la présidence du Monsieur Labo, la Commission Nationale Changement et variabilité Climatique a été convié à l’atelier national de validation du rapport 2015.



Cette rencontre s’est tenue du 02 au 03 juillet 2015 à Siloé. Elle a enregistré par la participation de toutes les institutions membres élargies à d’autres partenaires comme Care International Niger et la GIZ.

Le rapport provisoire a été exposé par l’expert suivi-évaluation. Les participants ont ainsi exposé leurs observations et suggestions.

Au terme de la rencontre, le Président de Séance, sous réserve de la prise en compte des observations et recommandations émises par les participants, a déclaré validé le rapport annuel de suivi des résultats du PPCR au titre de l’année 2015.



*Photo : Participants à l’atelier de validation du rapport annuel 2015*

### 3.5. Appréciation globale du processus

Tout comme l’a été le processus 2014, celui conduit pour le rapportage 2015 a respecté tous les critères de qualité notamment :

* La pleine participation des institutions concernées,
* La bonne représentation des institutions à travers la qualité de personnes participantes au processus.
* La mise des participants dans les conditions idoines de travail tant lors des différentes retraites organisées qu’au cours des travaux des groupes thématiques.
* Le bon partage des informations ayant permis un niveau de maitrise des avancées réalisées par le Niger ;
* Le bon renseignement des cinq indicateurs de résultats du PPCR pour le compte du Niger.

Il faut noter aussi le respect des normes qualitatives notamment la neutralité des parties-prenantes en faisant modérer le processus par un consultant externe qui se trouve être la même personne ressources mobilisé pour le rapportage 2014.

# 4. Niveau d’atteinte des résultats au Niger- Evaluation des indicateurs de résultats

## 4.1. Fiche d'évaluation de l’indicateur principal 1 du PPCR

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Fiche d'évaluation 1 du PPCR** | |  |  |  | | Date of Report: | | 06/27/2015 |
| **Indicateur principal 1 :** | **Degré d'intégration du changement climatique dans la planification nationale et sectorielle** | | | | | | | |
| **Data Collection Method:** | Noté au niveau national | | | | | | | |
| **Niger** | **Plan d'investissement national au titre du PPCR** | | | | | | | |
| **Période couverte** | De: | | **1 janvier 2014** | |  | Au: | **31 décembre 2014** | |

| Indiquer ci-dessous les secteurs jugés prioritaires dans le plan d'investissement du PPCR. Indiquer les autres secteurs ou ministères prioritaires (facultatif) | Existe-t-il une stratégie nationale/ sectorielle approuvée d'adaptation au changement climatique? | | Les stratégies d'adaptation au changement climatique ont-elles été intégrées dans les principaux documents de planification de l'administration centrale ou des autorités sectorielles? | | La responsabilité de coordination de l'intégration de l'adaptation au changement climatique a-t-elle été attribuée à des institutions ou à des particuliers? | | A-t-on défini et établi l'ordre de priorité des mesures d'adaptation au changement climatique ? Par exemple, investissements et programmes | | Procède-t-on à une évaluation régulière des risques climatiques dans le cadre des processus de planification? | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| a | b | | c | | d | | e | | **f** | |
| **Score reporté l'année précédente (2014)** | **Score en 2015 (nouveau)** | **Score reporté l'année précédente (2014)** | **Score en 2015 (nouveau)** | **Score reporté l'année précédente (2014)** | **Score en 2015 (nouveau)** | **Score reporté l'année précédente (2014)** | **Score en 2015 (nouveau)** | **Score reporté l'année précédente (2014)** | **Score en 2015 (nouveau)** |
| **Planification nationale** | **8** | 8 | **5** | 8 | **8** | 8 | **8** | 8 | **3** | 3 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | Etre en règle vis-à-vis de l'UNFCCC, notamment disposer de certains documents exigés des pays parties à la Convention UNFCCC tels que les PANA; les Communications Nationales et avoir des projets et programmes en cours de mise en œuvre suivant les objectifs définis à travers ces différents documents cadre nationaux  Il existe en plus, une véritable vision et un projet de politique nationale en matière de lutte contre les effets des changements et variabilité climatiques validée au niveau national et soumise au Gouvernement pour adoption et qui sera par la suite transmission au parlement national.  Le CS-GDT adopté par le Gouvernement en novembre 2014 prend en compte les questions d’adaptation et d’atténuation des effets du CC sur l’utilisation des terres et des eaux | | Certains documents stratégiques au niveau national intègrent la dimension changement climatique. Les documents stratégiques de certains secteurs comportent des axes qui prennent en compte la résilience au climat. Concernant les documents sectoriels, le processus est en cours notamment avec le "reverdissement des PDC". En effet, le SE/CNEDD, avec l’appui de ses partenaires, a entrepris l’intégration de la dimension changements climatiques dans les documents sectoriels notamment au niveau des communes.  Au niveau national, le PDES y consacre déjà un axe stratégique, l’initiative 3N également comporte des programmes visant à développer la capacité de résilience des communautés. Ainsi, pour mieux l’affiner à la demande du Haut-Commissariat I3N, le PACRC a inscrit dans son PTBA 2014 et 2015 une ligne budgétaire permettant à l’I3N de prendre en compte l’adaptation aux changements climatiques, étroitement en lien avec les dimensions, volets ou axes d’intervention de la composante quatre de l’Initiative 3 N à savoir   * La récupération/ réhabilitation des terres dégradées * La stabilisation des dunes * La plantation des arbres, * Réalisation des bandespar feu ; * La gestion des déchets   En outre, le processus en cours de doter le Niger d’une Stratégie de Développement Durable et de Croissance Inclusive (SDDCI) : Niger 2035 intègre la dimension changements climatiques.  Il en est de même pour les Schémas Régionaux d’Aménagement du Territoire (SRAT) et plan de développement régionaux (PDR) élaborés ou qui seront élaborés. En fait, les outils de leur élaboration prennent en compte la dimension changements climatiques. | | Des institutions ont été investies de cette responsabilité, avec un impact modéré sur la planification du développement | | Les politiques et les stratégies nationales ont défini des mesures d’adaptation prioritaires et hiérarchisées, mais peu de stratégies sectorielles y sont alignées | | L’évaluation est réalisée au niveau national mais de façon irrégulière | |
| **Développement rural (agriculture, Elevage, Environnement)** | 5 | 6 | **5** | 6 | **5** | 5 | **4** | 4 | **4** | 4 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | Plusieurs études sectorielles sont réalisées et les secteurs disposent de bases de données peu fiables dont il faut améliorer la qualité des données et renforcer par d'autres études complémentaires qui restent à identifier. Une stratégie adoptée en 2013 prenant en compte le Changement Climatique (cc); l'agriculture dispose d'une stratégie de la petite irrigation (SPIN). La situation n’a pas évolué en dehors de l’adoption par le gouvernement de la SPIN  Cependant, le CILSS, le Ministère de l’Elevage(MEl) et le SE/ CNEDD viennent de signer un protocole dont l’objectif est de produire un document sur «l’amélioration de la résilience face au changement climatique du secteur de l’élevage au Niger» d’ici novembre 2015. Le processus est actuellement en cours. | | En plus des documents du cadre stratégique national, au moins une stratégie sectorielle comporte des axes traitant de la résilience climatique | | La responsabilité de coordination de l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans le secteur est attribuée au CNEDD et les Directions des Etudes et la Programmation des ministères techniques du secteur. | | Des mesures d'adaptation existent mais n'ont pas fait l'objet de priorisation hormis l'élevage. | | il n’a pas été réalisé de manière régulière des évaluations sur les risques climatiques pour alimenter les processus de mise à jour des politiques et programmes. | |
| **Santé** | 8 | 8 | **7** | 8 | **7** | 7 | **8** | 8 | **4** | 4 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | Un document additionnel de 2013 "résilience du secteur de la santé" comme annexe au PDS a permis au secteur de santé de disposer de sa stratégie d’adaptation au CC. La situation n'a pas considérablement changé | | Le document d’adaptation "résilience du secteur de la santé" complémentaire au PDS en cours. Aussi, il donne des orientations pour les prochains processus de planification du secteur de santé en matière d’adaptation au CC. La stratégie est finalisée, validée et fait l'objet de diffusion | | Un point focal a été désigné au sein de la DEP du Ministère de la Santé en synergie avec le CNEDD | | Il existe une priorisation des mesures d'adaptation dans le document "résilience du secteur de la santé" réalisé en 2013 | | L'élaboration des stratégies sectorielles ne fait pas objet d'évaluation régulière des risques climatiques réalisée dans exercices (études de vulnérabilités/adaptation, évaluation des impacts socio-économiques).Cependant, il existe des analyses conduites avant l’élaboration du PDS. | |
| **Ressources en eau** | 2 | 2 | **1** | 1 | **7** | 7 | **0** | 0 | **3** | 3 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | Le processus d'élaboration du PANGIRE en cours a prévu la prise en compte effective de la dimension changement climatique. Deux études de vulnérabilité réalisées. L'étude diagnostic en cours va compléter et consolider les résultats de ces études. Parmi ces études figurent les études spécifiques que le PACRC a identifiées  La situation n'a pas considérablement évolué | | La stratégie d'adaptation pour le secteur est en cours d'élaboration. | | Elle est dévolue au CNEDD et la Direction Générale des Ressources en Eau (DGRE) du Ministère en charge de l’Hydraulique | | Les mesures ne sont pas encore définies encore moins leur priorisation | | Des études de vulnérabilités et adaptation du secteur ont évalué les risques climatiques. Cependant, il n’est pas conduit des évaluations régulières dans le domaine de l’adaptation. | |
| **Transports et équipement** | 2 | 2 | **2** | 2 | **5** | 5 | **0** | 0 | **0** | 0 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | La prise en compte de la dimension CC est faible dans le document de stratégie de développement du sous-secteur du transport. Il est convenu d'organiser une rencontre spécifique pour l'intégration des CC dans la stratégie. La situation n'a pas considérablement évolué | | Quelques mesures d'adaptation sont évoquées dans la stratégie | | Un point focal a été désigné au sein de la DEP du Ministère en charge du Transport en synergie avec le CNEDD | | Les mesures ne sont pas encore définies encore moins leur priorisation | | Pour le secteur, il n’est pas conduit des évaluations dans le domaine de l’adaptation. On note toutefois, la réalisation d’une étude de vulnérabilité et adaptation du secteur aux risques climatiques. | |
| **Développement social** | 3 | 3 | **2** | 2 | **7** | 7 | **0** | 0 | **0** | 0 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | Une politique de protection sociale est adoptée qui fait référence à plusieurs mesures sans aller plus loin dans l’adaptation en tant que telle. La situation n'a pas considérablement évolué  Une politique de protection sociale est adoptée. Elle évoque les questions CC sans pour autant les intégrer normalement dans le doc de politique sans aller plus loin dans l’adaptation en tant que telle. La situation n'a pas considérablement évolué | | Plusieurs mesures d'adaptation sont évoquées dans le document | | Un point focal a été désigné au sein de la DEP du Ministère en charge du Développement social en synergie avec le CNEDD | | Les mesures ne sont pas encore définies encore moins leur priorisation | | Pour le secteur, il n’est pas conduit des évaluations dans le domaine de l’adaptation. | |

|  |
| --- |
| ***Instructions:***  ***1. S’il vous plaît veuillez établir des critères de notation pour chacun des aspects de cette fiche d’évaluation et les soumettre avec votre rapport. Cela devrait être fait une fois, de préférence au stade de la collecte des données de base et les utiliser pendant les années subséquentes. 2. Si vous avez déjà établi vos critères d’évaluation, utiliser les mêmes et de les soumettre avec votre rapport. 3. Notez chaque cellule avec un score compris entre 0 et 10 (se référer à vos critères de notation préalablement définis pour cette fiche d’évaluation). 4. Fournir des explications pour justifier les changements intervenus dans les scores entre 2014 et 2015 dans les cellules appropriées et éviter les abréviations.*** |

|  |
| --- |
| **Expérience acquise** : **Quelles ont été les principales avancées réalisées en matière d'intégration du changement climatique dans la planification nationale/ sectorielle?** |
| 1. Le Niger dispose de cadres institutionnel, juridique et réglementaire: (i)mise en place du CNEDD en 1996; (ii)adoption du PNEDD en 1998; (iii) adoption de la SNPA/CVC; (iv)adoption du PANA en 2006; validation de la PNCC en 2012; (vi) Décret N°2011\_057/PCSRD/PM du 27/01/2011 instituant la prise en compte du changement dans la planification nationale; (vii) le cadre de concertation intégration des CC dans la planification à travers l'arrêté n°9022 /PM/CNEDD du 03 septembre 2012 |
| 2. L'élaboration des outils de prise en compte des CC dans la planification ainsi que la formation des acteurs des différentes échelles de planification nationale |
| **Quels ont été les principaux défis et quels sont selon vous les possibilités d'amélioration?** |
| 3. L'insuffisance des données désagrégées et de l’expertise ; L’évaluation régulière des risques climatiques des secteurs vulnérables ou des localités (communes)(études de vulnérabilités/adaptation, évaluation des impacts socio-économiques). |
| 4. Amélioration du dispositif de collecte, transmission, traitement et d'archivage des données; Le renforcement des capacités humaines, financières et matérielles. Autre possibilité : travailler en synergie avec les partenaires techniques qui sont sur le terrain afin de valoriser leurs processus et activités de suivi et d’évaluation basés sur une analyse fine et itérative des risques climatiques |

|  |
| --- |
| **Partage d’expériences: s' il vous plaît donnez-nous un aperçu de l'expérience particulière de votre pays en matière d'intégration du changement climatique dans la planification national, y compris sectorielle** |
| Le Niger après avoir élaboré les outils, à travers le SE/CNEDD et validé au plan national, a mis en place un Cadre de Concertation sur l’Intégration de la Dimension Changement Climatiques (CCIDCC) par arrêté n ° 90222/PM/SE/CNEDD du 9 septembre 2012. Ce cadre réunit à la fois les cadres centraux des ministères techniques, la Société Civile, les ONG internationale, les représentants du secteur privé, les partenaires bilatéraux, multilatéraux et les organismes internationaux de coopération. De par, les sessions tenues tous les acteurs au développement ont été sensibilisés. Ils ont tous perçu la nécessité de la prise en compte du changement et de la variabilité climatiques au niveau local qui est la porte d’entrée des interventions et échelon duquel on peut bâtir une capacité de résilience chez les communautés rurales très exposés aux différents risques climatiques clairement définis dans le PANA.  Ainsi, de l’engouement suscité à tous les niveaux on note la révision/élaboration de Plans de Développement Communaux (PDC) prenant en compte la problématique à l’instar d’autres que le guide national d’élaboration du PDC recommande dans 160 communes sur 266 communes du Niger. Une base SIG est développée et renseignée au fur et à mesure que les acteurs qui soutiennent le développement et la décentralisation financent ou réalisent les PDC avec prise en compte de la dimension changements climatiques. Ce qui permet d’éviter des doublons et d’orienter certains partenaires sur le financement des activités résilientes identifiées dans le PDC.  En ce qui concerne, les stratégies sectorielles, l’effet tâche d’huile s’amorce avec le secteur de l’élevage. Aussi, il est à noter la disponibilité de plusieurs partenaires au développement à accompagner les secteurs qui en feraient la demande à leurs niveaux. |
|
|
|
|
|

## 4.2. Fiche d'évaluation de l’indicateur principal 2 du PPCR

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Fiche d'évaluation 2 du PPCR** | |  |  | Date du rapport : | |  | 06/27/2015 | |
| **Indicateur principal 2 :** | **Capacité renforcée de l’État et mécanisme de coordination pour l’intégration de la protection contre les chocs climatiques** | | | | | | | |
| **Méthode de collecte des données :** | Noté au niveau national | | | | | | | |
| **Niger** | **PPCR Investment Plan** | | | | | | |  |
| **Période couverte :** | Du | **1 janvier 2014** | | Au: | **31 décembre 2014** | | | |

| **Capacités de l'État** Indiquer ci-dessous les secteurs jugés prioritaires dans le plan d'investissement du PPCR. Indiquer les autres secteurs ou ministères prioritaires (facultatif) | Les données, études et évaluations sur le changement et la variabilité climatiques et sur la résistance aux chocs climatiques sont-elles disponibles? | | Les compétences requises sur les impacts du changement climatique existent-elles? | | Des politiques et mesures d'incitation nationales/ sectorielles pour lutter contre le changement climatique et s'adapter à ses impacts sont-elles en vigueur? | | Les autorités publiques et les autres secteurs participent-ils au mécanisme de coordination? | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| A | b | | c | | d | | e | |
| **Score reporté l'année précédente (2014)** | **Score en 2015 (nouveau)** | **Score reporté l'année précédente (2014)** | **Score en 2015 (nouveau)** | **Score reporté l'année précédente (2014)** | **Score en 2015 (nouveau)** | **Score reporté l'année précédente (2014)** | **Score en 2015 (nouveau)** |
| **Niger Government** | **7** | 8 | **6** | 7 | **4** | 4 | **6** | 7 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | Plusieurs études sectorielles sont réalisées et les secteurs disposent de bases de données opérationnelles. Cependant, il est ressenti des besoins d'études complémentaires déjà identifiées | | Des compétences existent (institutionnelles et ressources humaines) au niveau national avec des besoins mineurs en renforcement des capacités | | Des mesures légales et règlementaires d’incitation favorisant la lutte contre les effets des Changements Climatiques sont en cours d'élaboration, mais le processus n'est pas achevé en raison de quelques retouches mineures déjà identifiés. Cependant, cela parait insuffisant et des efforts doivent être apportés pour un meilleur soutien à la promotion des capacités d’adaptation. L’accent est plutôt mis sur l’adaptation aux impacts du CC, pas vraiment sur la lutte conte le CC. Le Niger étant un puits net à carbone, il n’est pas inscrit dans les priorités nationales des efforts conséquents pour limiter les émissions de GES. | | Il existe un mécanisme Trans sectoriel de coordination des activités de lutte contre le changement climatique auquel participent un plus grand nombre de parties prenantes. | |
| **Développement rural (agriculture, Elevage, Environnement)** | **6** | 6 | **3** | 3 | **3** | 3 | **5** | 5 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | Plusieurs études sectorielles sont réalisées et les DEP des ministères disposent de bases de données. Cependant, il est ressenti des besoins cruciaux d'études complémentaires ainsi que l'amélioration de la qualité des données. Par ailleurs leur désagrégation au niveau communal pose également problème | | Des experts nationaux existent mais en nombre limité. Aussi, les besoins se font toujours sentir pour le renforcement des capacités dans les ministères et surtout au niveau des communes | | Quelques mesures d'incitation telles que les exonérations sur l'importation des panneaux solaires, certains intrants agricoles, les aliments pour le bétail, etc.  Toutefois, ces mesures sont loin de suffire et satisfaire les attentes des populations surtout au niveau rural. Les discussions actuelles sur l’agriculture intelligente qui se base sur le principe du « triple gain » en combinant l’adaptation, l’atténuation et la sécurité alimentaire, constituent une voie intéressante pour explorer le potentiel d’atténuation. Particulièrement au sein de la CPDN du Niger qui devra être soumis en Octobre 2015 au plus tard. | | Les autorités en charge du secteur affichent leur présence lors des rencontres diverses de coordination traitant de la problématique. Cependant, il n’est pas constaté une prise en main totale de la question des changements climatiques à travers des initiatives propres de ses autorités. Le niveau décisionnel est souvent absent et donc pas vraiment sensibilisé sur les enjeux, les priorités et les recommandations en termes de politiques et stratégies favorables. Dans ces conditions, il est difficile qu’ils soient des « champions » quand il s’agit de faire des arbitrages sur les priorités nationales en matière de planification et/ou de budgétisation | |
| **Santé** | **3** | 3 | **2** | 4 | **4** | 4 | **5** | 5 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | Plusieurs études sectorielles sont réalisées notamment dans l'élaboration de la stratégie santé et CC et le SNIS dispose d'une base de données renseignée régulièrement. | | Avec le processus d'élaboration de la stratégie, des séances de formations à l'endroit des cadres du ministère ont été organisées | | La subvention des antipaludéens, les moustiquaires imprégnées ainsi que l'exonération des antipaludéens pour le secteur privé .Les exonérations en matière d'électrification solaire des Centre de Santé Intégré (CSI). | | Les autorités en charge du secteur affichent leur présence lors des rencontres diverses traitant de la problématique. | |
| **Ressources en eau** | **6** | 6 | **3** | 3 | **2** | 2 | **5** | 5 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | C'est le secteur qui dispose de plus d'étude et de données. En effet, plusieurs études sectorielles sont réalisées et la DEP du ministère dispose de bases de données désagrégée jusqu'au niveau communal. | | Très peu de compétences existent au niveau du secteur. Quelques rares cadres ont suivi des formations pour relever leurs niveaux de connaissance de la thématique | | Les exonérations en matière de pompes solaires | | Les autorités en charge du secteur affichent leur présence lors des rencontres diverses de coordination traitant de la problématique CC. Cependant, des initiatives propres pour aborder la problématique ne sont pas visibles. | |
| **Transports et équipement** | **4** | 6 | **2** | 5 | **1** | 1 | **5** | 5 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | Des études ayant trait à l'élaboration de la Stratégie Nationale des Transports sont disponibles et la base de données renferme certaines données statistiques. La Direction de la Météorologie Nationale dispose de longues séries sur les principaux paramètres avec un réseau amélioré à travers l'appui de certains projets. | | plusieurs experts nationaux ont été formés dans le domaine notamment au niveau de la météo | | Certains discours font le lien entre certaines mesures avec la thématique du changement climatique. Mais dans les faits, il est constaté qu’il n’y a pas de mesures concrètes d'incitation pour lutter contre le changement climatique et s'adapter à ses effets néfastes. Des dispositions réglementaires en matière d'importation de véhicule sont en cours d'adoption. | | Les autorités publiques participent à la coordination et à la mise en œuvre des actions malgré la faiblesse des ressources consacrées | |
| **Développement social** | **0** | 0 | **0** | 0 | **1** | 1 | **5** | 5 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | Dans le secteur, on note une absence de données, d’études et d’évaluation dans le domaine du changement climatique. Toutefois CARE a réalisé une étude en 2014 sur genre et changement climatique dans 4 communes dans la région de Maradi (Dakoro). Il est envisagé la même chose dans la région de Tillabéry en 2015 et 2016. Des données intéressantes existent, qui peuvent inspirer d’autres analyses dans d’autres zones | | Il existe peu de compétence dans le domaine des changements climatique au niveau des cadres de ce secteur. Cependant, les compétences doivent être renforcées. | | Certains discours font le lien entre certaines mesures avec la thématique du changement climatique. Mais dans les faits, il est constaté qu’il n’y a pas de mesures concrètes d'incitation pour lutter contre le changement climatique et s'adapter à ses effets néfastes | | Les autorités en charge du secteur affichent leur présence lors des rencontres diverses traitant de la problématique. | |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Mécanisme de coordination:** Indiquer ci-dessous le mécanisme de coordination | Le mécanisme de coordination est-il fonctionnel, établi, efficace et efficient? | | Coordonne-t-elle les interventions d'adaptation au changement climatique autres que ceux financés par le PPCR. | | Y a-t-il un large éventail de parties prenantes non gouvernementales impliquées? | | L'information pertinente sur la résilience au changement climatique est-elle disponible dans le domaine public? | | Les femmes et les hommes participent-ils de manière égalitaire | |
|  | **Score reported last year (2014)** | **Score in 2015 (nouveau)** | **Score reported last year (2014)** | **Score in 2015 (nouveau)** | **Score reported last year (2014)** | **Score in 2015 (nouveau)** | **Score reported last year (2014)** | **Score in 2015 (nouveau)** | **Score reported last year (2014)** | **Score in 2015 (nouveau)** |
|  | **2** | 2 | **5** | 5 | **5** | 5 | **7** | 7 | **7** | 7 |
| *Comment justifiez-vous l'augmentation (ou la diminution) des scores entre les scores reportés l’année dernière (2014) et les scores reportés cette année (2015)? S’il vous plaît expliquer !* | Le mécanisme de coordination est fonctionnel et établi. Cependant, il comporte des insuffisances notamment celles liées à la remontée de l'information et au conflit de compétence | | Le CNEDD Point Focal de la CCNUCC a mis en place un cadre de concertation des acteurs sur l'adaptation et l’intégration de la dimension changements climatiques dans la planification | | A travers le CNEDD les acteurs de la société civile et du privé sont engagés dans le processus | | Le CNEDD Point Focal de la CCNUCC diffuse périodiquement les données /informations sur les changements climatiques (adaptation et atténuation) jusqu'à l'échelle locale | | Les organisations féminines et masculines sont conviées à prendre part à toutes les activités du domaine | |

|  |
| --- |
| **Instructions:  1. S’il vous plaît veuillez établir des critères de notation pour chacun des aspects de cette fiche d’évaluation et les soumettre avec votre rapport. Cela devrait être fait une fois, de préférence au stade de la collecte des données de base et les utiliser pendant les années subséquentes. 2. Si vous avez déjà établi vos critères d’évaluation, utiliser les mêmes et de les soumettre avec votre rapport. 3. Notez chaque cellule avec un score compris entre 0 et 10 (se référer à vos critères de notation préalablement définis pour cette fiche d’évaluation). 4. Fournir des explications pour justifier les changements intervenus dans les scores entre 2014 et 2015 dans les cellules appropriées et éviter les abréviations.** |

|  |
| --- |
| **Expérience acquise** : **Quelles ont été les principales avancées réalisées en matière de renforcement des capacités de l'État et du mécanisme de coordination?** |
| 1. Création du CNEDD(1996), Adoption de l'agenda 21 national qui est le PNEDD, adoption des programmes dont celui relatif au renforcement des capacités des acteurs en matière d'environnement et de développement durable. Formation d’experts nationaux sur les changements climatiques (élaboration des communications nationales) |
| 2. La création de l'INS, des structures de pilotage du PDES et l'i3N |
| **Quels ont été les principaux défis et quels sont selon vous les possibilités d'amélioration?** |
| 3. Respecter les attributions des structures ; Mobiliser davantage de ressources financières internes; Disposer de bases de données riches et fiables |
| 4. Relecture des textes des structures; Mise en synergie des dispositifs existants (CNEDD, PDES, i3N, DPNGCCA); Allocation budgétaire conséquente de fonctionnement des structures |

|  |
| --- |
| **Partage d’expériences: s' il vous plaît donnez-nous un aperçu de l'expérience particulière de votre pays en matière de renforcement des capacités de l'État et du mécanisme de coordination dans le cadre de la protection contre les chocs climatiques** |
| * En matière de renforcement des capacités, les ONG et les Services techniques de la zone d’intervention du PACRC, du PANA-Résilience, du FIDA et de la Coopération Internationale Allemande (GIZ) ont vu leurs capacités renforcées. * Les maires de la zone d’intervention du PACRC et les journalistes des radios communautaires ont également bénéficié de formation sur les changements climatiques. |

## 4.3. Fiche d'évaluation de l’indicateur principal 3 du PPCR

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Fiche d'évaluation 3 du PPCR** | | | |  | | Date of Report: | | 06/27/2015 |
| **Indicateur principal 3 :** | **Élaboration, mise à l'essai et évaluation de la qualité des instruments/modèles d'investissement respectueux des impératifs climatiques** | | | | | | | |
| Méthode de collecte des données : | Noté au niveau du projet et compilé au niveau du plan d'investissement du PPCR | | | | | | | |
| **Plan d'investissement national au titre du PPCR** | |  | | | | |  | |
| **Rapport de synthèse national** | |  |  | |  | |  | |
| **Période couverte :** | | From: | **janvier-14** | | To: | | **décembre-14** | |

| Nom du Projet | Instruments/modèles d'investissement respectueux des impératifs climatiques recensés : | | L'instrument/ modèle d'investissement a-t-il été élaboré et mis à l'essai? | L'instrument/ modèle d'investissement a-t-il été mis en œuvre à l'échelle proposée? | La conception et la mise en œuvre de l'instrument/ modèle d'investissement ont-elles pris en compte d'une manière adéquate les besoins des utilisateurs des deux sexes? | La conception et la mise en œuvre de l'instrument/ modèle d'investissement ont-elles pris en compte d'une manière adéquate les besoins des populations vulnérables? |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| a | # | b | c | d | e | f |
| **Projet de Développement de l’Information et de la Prospective Climatiques (PDIPC)** | **1** |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |
| **2** |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |
| **3** |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |
| **4** |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |
| **Projet de Mobilisation et Valorisation des Ressources en Eau (PROMOVARE)** | **1** |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |
| **2** |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |
| **3** |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |
| **4** |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |
| **Projet d’Actions Communautaires pour la Résilience climatique (PACRC),** | **1** | **Plan de développement communal acclimaté (PDC)** | 6 | 4 | 6 | 7 |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* | Le plan de développement communal (PDC) est un outil important d'investissement au niveau des communes. En plus du canevas officiel d'élaboration du PDC, le PSRC Niger a élaboré et mis à la disposition des communes, un guide annexe d'intégration des questions des changements climatiques dans les PDC. Les PDC acclimatés constituent des documents de base pour le financement des investissements dans le cadre du PSRC. | La mise en œuvre des PDC acclimatés sera effective d'ici fin 2014. | Les préoccupations liées au genre ont été prise en compte aussi bien dans le guide national d'élaboration des PDC que dans le guide annexe élaboré par le PSRC pour l'intégration des questions des changements climatiques et de la résilience. | L'élaboration des PDC acclimatés et le montage des sous projets financés par le PSRC sont basés sur l'analyse de vulnérabilité des populations aux effets des changements et variabilité climatiques. |
| **2** | **Plan d'investissement annuel (PIA)** | 5 | 5 | 4 | 5 |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* | En plus du canevas officiel d'élaboration Le Plan d'Investissement Annuel (PIA) constitue une déclinaison du PDC pour la programmation annuelle des investissements. A ce titre, il sert de support pour l'élaboration et le financement des sous projets du PSRC dans les communes d'intervention. Une phase opérationnelle consiste pour les communes à mettre en œuvre les PDC acclimatés à travers les PIA (plans d’investissements annuels). | La mise en œuvre est en cours au niveau des communes avec l'appui de certains programmes de l'Etat (PAC) et certains partenaires techniques et financiers (GIZ, UNICEF, CARE) | Le PIA prend en compte les thématiques transversales portant sur le genre, l'intercommunalité, les changements climatiques et les droits humains. Pour le cas spécifique du genre, le module de formation a défini dans chaque domaine les aspects du genre à prendre en compte. | En tant qu'instrument de mise en œuvre du PDC acclimaté, le PIA prend en compte systématiquement les préoccupations des populations conformément aux résultats des analyses faite sur la vulnérabilité lors du processus d'élaboration desdits PDC. |
| **3** | **Plan de développement sanitaire acclimaté (PDS)** | 5 | 3 | 4 | 7 |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* | Cette stratégie a été révisée pour prendre en compte la dimension changements climatiques avec l'appui financier du PSRC en mars 2014. Le PDS ayant lui-même fait l'objet de révision pour décliner en termes d'investissements, les préoccupations liées aux changements climatiques. | La mise en œuvre du PDS date de plusieurs années. Toutefois, la prise en compte de la dimension changements climatiques demeure un fait nouveau qui se traduira à travers la mise en œuvre du PDS dans les prochaines années à partir de 2015. | La conception et la mise en œuvre du PDS intègrent bien les aspects du genre. Le suivi des maladies climato sensibles au-delà du couple homme/femme, concerne aussi les jeunes que les personnes âgées; le rural que l'urbaine; le valide que l'invalide; etc. | La stratégie sectorielle Santé et le plan de développement sanitaire qui permet sa mise en œuvre ont été élaborés en référence aux travaux d'analyses sur la vulnérabilité |
| **4** | **Dossiers cultures pluviales** | 8 | 10 | 8 | 6 |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* | Les dossiers de sous projets ont été élaborés conformément au canevas adopté vulgariser au cours des ateliers communaux .Cependant le guide n'explique pas le processus de ciblage | Les dossiers élaborés ont été financés à hauteur de l'objectif prévu. il est mis en place des kits individuel composé de semences et engrais sous forme de miro dose qui ont permis d'emblaver 33291 ha plus que l'objectif prévu qui est de 18000 ha . | Les dossiers des sous projets ont pris en compte les besoins d'utilisateurs de deux sexes (50% hommes et 50% femmes). Mais la distribution des kits a pris en compte plus des bénéficiaires hommes que des femmes qui ne représentent que 41%. La raison essentiel est due au fait que les femmes ont des difficultés d'accès à de terre. | les besoins des populations vulnérables en semences améliorées résilientes sont pris en compte à la conception du projet et honorés à la mise en œuvre. Le projet n'a pas respecté les critères de programmation et de distribution de kits dû à l'insuffisance dans le processus du ciblage |
| **5** | **Dossiers cultures irriguées** | 10 | 10 | 10 | 6 |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* | les dossiers de sous projets ont été élaborés conformément au canevas adopté vulgarisé au cours des ateliers communaux | les dossiers élaborés ont été financés au moins à hauteur des objectifs prévus. Des aménagements sont réalisés sur 696 ha (forage, réseaux, puits, clôture…) suivi de la mise en valeur (semences, engrais)plus que les objectifs prévus qui est de 380 ha | Les dossiers des sous projets ont pris en compte les besoins d'utilisateurs de deux sexes. Dans la mise en œuvre on note une prédominance des femmes parmi les bénéficiaires et on compte des sites destinés spécifiquement aux groupements féminins. | les besoins des populations vulnérables sont pris en compte à la conception du projet et honorés à la mise en œuvre. Le projet n'a pas pu honorer l'ensemble de la demande des groupes cibles compte de la lourdeur dans le processus de passation de marchés |
| **6** | **Dossiers récupération des terres dégradées à but agricole** | 10 | 8 | 9 | 7 |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* | les dossiers de micros projets ont été élaborés conformément au canevas adopté vulgarisé au cours des ateliers communaux .Cependant le guide n'explique pas le processus de ciblage | Les dossiers élaborés par les communes ont été financés à hauteur des objectifs prévus. Les réalisations de projet dans le domaine ont permis d' augmenter les superficies agricoles de 965 ha sur 1332 ha prévus par la confection de demi-lune agricole. | Les dossiers des sous projets soumis ont permis de prendre en compte les besoins des utilisateurs des deux sexes de manière équitable. Dans la mise en œuvre, les rapports de terrain font ressortir 47% de participation féminine. | les besoins des populations vulnérables en terme de valorisation des terres dégradées sont pris en compte à la conception du projet et honorés à la mise en œuvre. Le projet n'a pas pu honorer l'ensemble de la demande des groupes cibles compte tenu de la lourdeur dans les procédures de passation de marchés |
| **7** | **Dossiers aménagements pastoraux** | 10 | 4 | 10 | 6 |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* | les dossiers de micros projets ont été élaborés conformément au canevas adopté vulgarisé au cours des ateliers communaux | Les dossiers de sous projets élaborés par les communes ont été à moitié financés par rapport à la prévision. Les réalisations dans le domaine ont permis d'obtenir une superficie additionnelle de 3090 ha sur une prévision de 6600 ha. Les opérations de réhabilitation ont porté sur : -l'arrachage manuel des plantes envahissantes (sida cordifolia); -le scarifiage mécanique; - ensemencement des espèces herbacées, demi-lune forestière, banquètes, fixation de dune, bande pare feux. | Les dossiers des sous projets soumis ont permis de prendre en compte les besoins des utilisateurs des deux sexes de manière équitable. Dans la mise en œuvre, les rapports de terrain font ressortir 51% de participation féminine | les besoins des populations vulnérables en terme de valorisation des terres dégradées sont pris en compte à la conception du projet et honorés à la mise en œuvre. Le projet n'a pas pu honorer l'ensemble de la demande des cibles compte tenu de la lourdeur dans les procédures de passation de marchés |
| 8 | **Dossiers approvisionnement banques aliments bétail** | 10 | 10 | 10 | 10 |
| *Commenter brièvement chaque note accordée* | les dossiers de micros projets ont été élaborés conformément au canevas adopté vulgarisé au cours des ateliers communaux. | Les dossiers élaborés par les communes ont été entièrement financés à la hauteur des objectifs prévus. Les réalisations de projet dans le domaine ont permis d'enregistrer un équivalent fourrager en matière sèche de 17341 tonnes sur une prévision de 15532 tonnes. | Les dossiers des sous projets soumis ont permis de prendre en compte les besoins des utilisateurs des deux sexes de manière équitable. Dans la mise en œuvre, les rapports de terrain font ressortir 52% de bénéficiaires femmes. | les besoins des populations vulnérables en terme de valorisation des sous-produits agricole et d'approvisionnement en aliment bétail sont pris en compte à la conception du projet et honorés à la mise en œuvre. Le projet a honoré l'ensemble de la demande des groupes cibles |
| **9** | **manuel de mise en œuvre filets sociaux** | 10 | 10 | 10 | 9 |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* | l'outil a été élaboré et validé par tous les acteurs et mis à l'essai en 2012 | l'outil a été vulgarisé auprès de toutes les 38 communes d'intervention du PACRC et appliqué, | le manuel de filets sociaux a préconisé un processus inclusif et participatif des choix des bénéficiaires hommes et femmes vulnérables, ce processus a été respecté à la mise en œuvre qui a concerné x femmes et x hommes | le manuel de filets sociaux élaboré de manière participatif a défini la nature des services, les critères d'éligibilité, les périodicités des opérations de filets sociaux qui s'adressent aux populations pauvres et vulnérables, Selon les résultats de l'impact des filets sociaux globalement, 90% des ménages estiment que le mécanisme de sélection a été juste |
| **10** | **Cash transfert** | 10 | 10 | 10 | 9 |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* | des sous projet de cash transfert, ont été élaborés et mis à l'essai travers six communes en 2012 | 38 sous projet de cash transfert ont été mis en œuvre au niveau des 38 communes d'intervention du PACRC, | le cash transfert est destiné en priorité aux femmes chefs de ménages, Ainsi selon les résultats de l'étude sur l'impact des filets sociaux, le cash transfert a concerné 40,3% des hommes et 59,7% des femmes chefs de ménage | Les besoins des populations vulnérables ont été pris en compte, 90% des populations enquêtées estiment que le ciblage a été juste |
| **11** | **Bon d'achat** | 10 | 10 | 10 | 9 |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* | des sous projet de bon d’achat, un des modèles d'investissement ont été élaboré et mis à l'essai | des sous projet de bon d'achat ont été mis en œuvre au niveau des 38 communes d'intervention du PACRC, Chaque commune a exécuté au moins un dossier de sous projet cash transfert, | conformément au manuel d'exécution du PACRC, le cash transfert est destiné en priorité aux femmes chefs de ménages, Ainsi selon les résultats de l'étude sur l'impact des filets sociaux, le cash transfert a concerné 40,3% des hommes et 59,7% des femmes, | Les besoins des populations vulnérables ont été pris en compte, 90% des populations enquêtées estiment que le ciblage a été juste |
| **12** | **Travaux communautaires rémunérés(HIMO)** | 10 | 6 | 8 | 7 |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* | des sous projet de travaux communautaires ont été élaborés et mis à l'essai en 2012. | des sous projets de travaux communautaires ont été mis en œuvre, cependant, seulement huit communes ont été concernées. Cette situation peut être liée à une insuffisance de l'information des communes | les travaux communautaires sont destinés aux ménages vulnérables ayant une force de travail, Selon les résultats de l'enquête sur les filets sociaux, ces travaux ont concerné 57,9% des hommes et 42,1% des femmes, | Les besoins des populations vulnérables ont été pris en compte, 90% des populations enquêtées estiment que le ciblage a été juste |
| **13** | **Réhabilitation/protection des infrastructures** | 10 | 7 | 10 | 7 |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* | des sous projet de réhabilitation/protection communautaires ont été élaborés et mis à l'essai | Des sous projets de réhabilitation/protection ont été mis en œuvre, 39 sous projets de réhabilitation/protection ont été exécutés en 2014 ont été réhabilitées ou protégées au niveau des 38 communes, certains sous projets restent encore à financer (Loga Tahoua, ......) | les infrastructures réhabilitées ou protégées sont destinées à l'ensemble de la population aussi bien les hommes que les femmes il s'agit des réhabilitations des puits des CSI des classes; tables bancs et équipement Centre de Santé Intégré dont l'accès est garanti pour les hommes et les femmes | les infrastructures réhabilitées ou protégées sont destinées à l'ensemble de la population y compris les populations vulnérables, Mais il a été constaté que dans certains cas la main d'œuvre locale n’est pas valorisée, (revoir le rapport sur les HIMO) |
| **Projet de Mobilisation et Valorisation des Ressources en Eau (PROMOVARE) -Secteur prive** |  |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |
| **2** |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |
| **3** |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |
| **4** |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |
| **5** |  |  |  |  |  |
|  | *Commenter brièvement chaque note accordée* |  |  |  |  |

|  |
| --- |
| **Expérience acquise : Quels ont été les principaux succès remportés en ce qui a trait à l'élaboration et à la mise à l'essai de ces instruments/ modèles d'investissement?** |
| 1. L'implication des services techniques, acteurs communaux et société civile locales, cette implication n’est pas effective dans tous les communes |
| 2. l'appropriation des outils par les différents acteurs |
| 3. L'élaboration des outils opérationnels pour l'intégration des questions des changements climatiques et de la résilience dans les processus de planification du développement niveau sectoriel, national et local |
| 4. La création d'un cadre de concertation au niveau national pour la prise en compte de la dimension changements climatiques dans les processus de planification |
| 5.L'élaboration des plans de développement communaux qui prennent en compte les questions des changements climatiques et de la résilience dans les communes d'intervention du PPCR, avec une mise à échelle et l'extension dans d'autres communes en dehors de la zone PPCR grâce au cadre de concertation qui comprend aussi bien les acteurs étatiques, les ONG, que les partenaires techniques et financiers comme la GIZ; l'AFD; l'UNICEF; etc. |

|  |
| --- |
| **Quels ont été les principaux défis et quels sont selon vous les possibilités d'amélioration?** |
| 6. Accès aux données climatiques des principaux paramètres météorologiques de la commune et leur corrélation avec les perceptions communautaires du climat ainsi que leurs impacts sur les secteurs. |
| 7. Amener la Direction de la Météorologie Nationale à fournir gratuitement les données aux fins d'élaboration des PDC et des politiques et stratégies sectorielles |

## 4.4. Fiche d'évaluation de l’indicateur principal 4 du PPCR

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **PPCR Table 4** | | | | |  |  |  |  |  | Date of Report: | | | 06/27/2015 | | |
| **Tableau 4 du PPCR:** | | | **Mesure dans laquelle les ménages, collectivités, entreprises et services publics vulnérables utilisent les outils, instruments, stratégies et activités améliorés, appuyés par le PPCR, pour faire face à la variabilité et à et à l’évolution du climat** | | | | | | | | | | | | |
| **Méthode de collecte des données :** | | | Noté au niveau du projet et compilé au niveau du plan d'investissement du PPCR | | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Plan d'investissement national au titre du PPCR** | | |  | | | | | |  |  |  |  |  |  |  |
| **Rapport de synthèse national** | | |  | |  |  |  |  |  |  |  |  |  | | |
| **Période couverte :** | | | Du | | **01 janvier 2014** | |  | Au | **31 décembre 2014** | | | | | |  |
|  |  |  |  |  |  | **Ne remplir que les catégories visées par l'outil, l'instrument, la stratégie ou l'activité** | | | | | | | | | |

| Nom du Projet | Indiquer ci-dessous l'outil, instrument, stratégie ou activité amélioré, appuyé par le PPCR.  **Ces outils/etc. sont les mêmes que ceux énumérés dans la fiche d'évaluation 3** | | Nombre de ménages | | | | | Décrire en trois phrases ou moins l'usage fait de cet outil/etc. par les ménages | Nombre de communautés | | Décrire en trois phrases ou moins l'usage fait de cet outil/etc. par les communautés | Nombre d'entreprises | | Décrire en trois phrases ou moins l'usage fait de cet outil/etc. par les entreprises | Nombre d'entités de services publics | | Décrire en trois phrases ou moins l'usage fait de cet outil/etc. par les services publics |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultats actuels (cumulé depuis le démarrage du projet)** | Résultats attendus | | | | **Résultats actuels (cumulé depuis le démarrage du projet)** | Résultats attendus | **Résultats actuels (cumulé depuis le démarrage du projet)** | Résultats attendus | **Résultats actuels (cumulé depuis le démarrage du projet)** | Résultats attendus |
| a | # | B | c | d | | | | e | f | g | h | i | j | k | l | m | n |
| **Projet de Développement de l’Information et de la Prospective Climatiques (PDIPC)** | **1** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **2** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **3** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **4** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Projet de Mobilisation et Valorisation des Ressources en Eau (PROMOVARE)** | **1** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **2** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **3** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **4** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Projet d’Actions Communautaires pour la Résilience climatique (PACRC),** | **1** | Plan de Développement Communal acclimaté (PDC) |  |  | | | |  | 37 | 38 | Prise en compte de la dimension des changements climatiques dans la planification et les orientations de développement des communes |  |  |  |  |  |  |
| **2** | Plan d'Investissement Annuel (PIA) |  |  | | | |  | 37 | 38 | Prise en compte de la dimension des changements climatiques dans la programmation des investissements communaux |  |  |  |  |  |  |
| **3** | Plan de Développement Sanitaire acclimaté (PDS) |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  | 3 650 | 3 650 | Prise en compte de la dimension changement climatique dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur plan d'action sanitaire |
| **4** | Cultures pluviales | 19 481 | 40 240 | | | | Les ménages bénéficient d'intrants (semences adaptées à la sécheresse) et de formations pour améliorer leur production et faire face aux déficits consécutifs aux sécheresses |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **5** | Cultures irriguées | 4 904 | 13 413 | | | | Les ménages bénéficient d'appuis (aménagement des sites irrigués) et de formations pour des productions de contre saison et faire face aux déficits consécutifs aux sécheresses |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **6** | Récupération des terres dégradées à but agricole | 1 986 | 10 060 | | | | Les terres agricoles dégradées sont récupérées et rendues à nouveau disponibles pour la production agricole |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **7** | Aménagements pastoraux | 16 196 | 50 300 | | | | Les aires de pâturage dégradées ou envahies par des mauvaises herbes sont récupérées et rendues disponibles pour la production fourragère |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **8** | Approvisionnement banques aliments bétail | 19 903 | 20 120 | | | | Les aliments bétail sont utilisés comme compléments alimentaires pour la nutrition des animaux en cas de déficit de la production fourragère |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **9** | Manuel de mise en œuvre filets sociaux |  |  | | | |  | 38 | 38 | L'outil a été utilisé par les communes dans le ciblage des bénéficiaires et dans la mise en œuvre des activités de filets sociaux |  |  |  |  |  |  |
| **10** | Cash transfert | 3 316 | 3 857 | | | | Les montants transférés aux bénéficiaires ont servi à l'amélioration des revenus des ménages et de leurs conditions de vie |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **11** | Bon d'achat | 3 316 | 3 857 | | | | Les bons ont permis aux ménages vulnérables de bénéficier de produits alimentaires de première nécessité ayant contribué à leur sécurité alimentaire |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **12** | Travaux communautaires (HIMO) | 8 465 | 27 286 | | | | Les montants reçus par les bénéficiaires ont servi à l'amélioration des revenus des ménages et de leurs conditions de vie |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **13** | Réhabilitation/protection des infrastructures | 7 819 | 10 867 | | | | L'accès des bénéficiaires aux services de base (éducation, soin de santé, eau potable) est amélioré du fait de la protection et la réhabilitation des infrastructures dégradées ou menacées par des effets liés aux changements climatiques |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Projet de Mobilisation et Valorisation des Ressources en Eau (PROMOVARE) -Secteur prive** | **1** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **2** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **3** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **4** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **5** |  |  |  | | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  | | |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Instructions: 1. Listez les même instruments / modèles d'investissement / outils climatique, etc. que ceux identifiés dans la fiche d'évaluation 3 2. Identifier clairement la population cible de vos instruments / modèles d'investissement / outils, etc.: Sont-ils des ménages? Communautés? Entreprises (du secteur privé), les entités de service public ou une combinaison (se référer aux documents de projet). 3. Les résultats actuels: résultats cumulativement obtenus depuis le début de mise en œuvre du projet Résultats escomptés: Résultats escomptés à l'achèvement du projet comme indiqué dans le document de projet. 4. Toujours fournir des commentaires sur la façon dont la population cible identifiée dans ce tableau utilisera les instruments / modèles d'investissement / outils pour répondre au changement climatique. 5. Insérez des lignes supplémentaires à chaque projet si nécessaire*** | | | | | | | | | | | | | | | | | |

|  |
| --- |
| **Expérience acquise :** Quels ont été les principaux succès remportés par les ménages/ collectivités/ services publics/ entreprises grâce à l'utilisation des outils, instruments, stratégies d'investissement, activités améliorés? |
| 1. Les stratégies locales et nationales intègrent désormais la dimension changements climatiques |
| 2. Les bénéficiaires des appuis du PPCR ont amélioré leur résilience relativement aux effets liés aux changements climatiques |
| Quels ont été les principaux défis et quels sont selon vous les possibilités d'amélioration? |
| 3. La maîtrise d’ouvrages pour l’ensemble des investissements est assurée par les Communes, le défis à ce niveau se pose en terme de pérennisation et durabilité des acquis, quand on sait que les Communes disposent de très peu des services techniques propres et que les membres des conseils communaux changent presque d'une élection à une autre. L'Etat doit accélérer le mise en place des services communaux et affecter le personnel nécessaire. Promouvoir les initiatives communautaires de gestion pour l'autopromotion paysanne |
| 4. Même si les paysans ont compris l'intérêt de certains techniques et technologies comme les ouvrages en GDT, la libre reproduction à échelle de ces techniques reste un défis en raison du coût de revient unitaire par type d'ouvrage qui reste encore élevé pour le paysan moyen. |

## 4.5. Fiche d'évaluation de l’indicateur principal 5 du PPCR

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Tableau 5 du PPCR** | |  |  |  |  | Date of Report: | 06/27/2015 |
| **Indicateur principal 5 :** | Nombre de personnes bénéficiant d'une aide du PPCR pour s'adapter aux conséquences du changement climatique. | | | | | | |
| **Méthode de collecte des données :** | Noté au niveau du projet et compilé au niveau du plan d'investissement du PPCR | | | | | | |
| **Niger** |  | |  |  |  |  |  |
| **Rapport de synthèse national** |  | |  |  | | |  |
| **Période couverte :** | **Du** | | **1 janvier 2014** | **Au:** | **31 décembre 2014** |  |  |

|  | | | | | | Nombre de bénéficiaires directs | |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultats actuels (cumulé depuis le démarrage du projet)** | **Expected Results** |
| Nom du Projet | a | | | | | **b** | **c** |
| **Projet de Développement de l’Information et de la Prospective Climatiques (PDIPC)** | Nombre total de personnes bénéficiant d’une aide du PPCR pour s’adapter aux conséquences du changement climatique. | | | | |  |  |
| Nombre de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté bénéficiant d'une aide du PPCR pour s'adapter aux conséquences du changement climatique | | | | |  |  |
| Nombre de femmes bénéficiant d'une aide du PPCR pour s'adapter aux conséquences du changement climatique | | | | |  |  |
| **Projet de Mobilisation et Valorisation des Ressources en Eau (PROMOVARE)** | Nombre total de personnes bénéficiant d’une aide du PPCR pour s’adapter aux conséquences du changement climatique. | | | | |  |  |
| Nombre de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté bénéficiant d'une aide du PPCR pour s'adapter aux conséquences du changement climatique | | | | |  |  |
| Nombre de femmes bénéficiant d'une aide du PPCR pour s'adapter aux conséquences du changement climatique | | | | |  |  |
| **Projet d’Actions Communautaires pour la Résilience climatique (PACRC),** | Nombre total de personnes bénéficiant d’une aide du PPCR pour s’adapter aux conséquences du changement climatique. | | | | | 563 402 | 1 260 000 |
| Nombre de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté bénéficiant d'une aide du PPCR pour s'adapter aux conséquences du changement climatique | | | | | 563 402 | 1 260 000 |
| Nombre de femmes bénéficiant d'une aide du PPCR pour s'adapter aux conséquences du changement climatique | | | | | 276 271 | 630 000 |
| **Projet de Mobilisation et Valorisation des Ressources en Eau (PROMOVARE) -Secteur prive** | Nombre total de personnes bénéficiant d’une aide du PPCR pour s’adapter aux conséquences du changement climatique. | | | | |  |  |
| Nombre de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté bénéficiant d'une aide du PPCR pour s'adapter aux conséquences du changement climatique | | | | |  |  |
| Nombre de femmes bénéficiant d'une aide du PPCR pour s'adapter aux conséquences du changement climatique | | | | |  |  |
| **Niger *(Addition des donnes des quatre projets ci-dessus)*** | Nombre total de personnes bénéficiant d’une aide du PPCR pour s’adapter aux conséquences du changement climatique. | | | | |  |  |
| Nombre de personnes vivant en dessous du seuil national de pauvreté bénéficiant d'une aide du PPCR pour s'adapter aux conséquences du changement climatique | | | | |  |  |
| Nombre de femmes bénéficiant d'une aide du PPCR pour s'adapter aux conséquences du changement climatique | | | | |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| ***Instructions:  1. Les résultats actuels: cumul du nombre de personnes bénéficiaires du projet depuis son démarrage. 2. Résultats attendus: nombre de personnes qui bénéficieront du projet à l'achèvement (comme indiqué dans le document de projet).  3. Si la population cible du projet est un ménage ou une communauté, fournir les meilleures estimations du nombre de personnes dans ce ménages ou communauté. Recouper ces données avec des données fournies dans le tableau 4 pour assurer la cohérence des deux tableaux. 4. Ne laisser pas des cellules vides. Mettez zéro (0) dans la case correspondante si aucune personne n’est encore prise en charge par le projet.*** | | | | | | | |

|  |
| --- |
| **Expérience acquise : Quels ont été les principaux succès remportés en ce qui a trait à l'élaboration et à la mise à l'essai de ces instruments/ modèles d'investissement?** |
| 1. Les appuis du PPCR ont permis aux ménages victimes de la crise pastorale 2014 (retard dans l'installation de la saison des pluies) de sauver leur bétail et d'assurer leur survie |
| 2. Les appuis du PPCR en semences résistantes à la sècheresse ont permis aux bénéficiaires l'augmentation de plus de 30% de leur rendement agricole, ce qui a amélioré la sécurité alimentaires des ménages. |
| 3. Le volet filets sociaux a permis le développement de petit commerce (entreprenariat) et l'amélioration des conditions de vie des populations. |
| **Quels ont été les principaux défis et quels sont selon vous les possibilités d'amélioration?** |
| 4.La difficulté de ciblage des bénéficiaires compte de l'ampleur des différentes crises (sécheresse ou inondation) qui touche un grand nombre de personnes. |
| 5.Le risque de comptabiliser plusieurs fois un même bénéficiaire de plus d'une opération |

## 4.6. Résumé de l'atelier de notation

|  |
| --- |
| **Quels étaient les différents groupes invités à l'atelier de notation (composition et nombre)? Prière joindre la liste des participants.** |
| Le remplissage des fiches d'évaluation pour les différents indicateurs principaux du PPCR a été fait en travaux de groupes au retour de la retraite atelier du Comité d'Experts qui a eu lieu à Dosso du 18 au 20 juin. Quatre (4) groupes ont été mis en place dont un (1) groupe pour les indicateurs 1 et 2; deux (2) groupes pour l'indicateur 3 et un quatrième groupe de personnes ressources affectées au niveau des groupes pour modérer les débats et donner certaines clarifications. Pour les indicateurs 4 et 5, les fiches ont été remplies par l'Expert en suivi-évaluation du projet PACRC, assisté de deux (2) points focaux des agences nationales d'exécution du projet.  Il faut noter que tous les membres des groupes sont issus du Comité des Experts chargé d'élaborer le rapport. Le comité est constitué de représentants des services techniques de l'Etat; représentants des ONG; organisations paysannes; secteur privé et Institutions de recherche. |
|  |
| **Comment avez-vous défini vos critères de notation des fiches d'évaluation 1 et 2 (niveau national) et fiche d'évaluation 3 (niveau du projet)? Prière joindre les critères notation pour les fiches d'évaluation 1, 2 et 3** |
| L'exercice de définition des critères de notation des indicateurs a été fait en partie lors de l'atelier de trois (3) jours organisé à Dosso et qui a regroupé tous les membres du Comité d'Experts, puis complété au retour à Niamey. les discussions se sont déroulées en plénière à Dosso le 1er et le 2ième jour après la session de formation et mise à niveau sur la boîte à outils du PPCR (guide d'élaboration du rapport et fiches d'évaluation) et un décryptage du processus du rapport 2014.  Le Comité s'est inspiré des deux (2) modèles que l'Unité de suivi-évaluation du CIF nous a envoyés relatifs aux indicateurs 1 et 2.  L'approche a consisté en un brainstorming bien conduit par le Modérateur. Dans un premier temps il fallait faire une appréciation critique des notes 2014 attribuées à chaque critère de la fiche, puis dans un deuxième temps, s'entendre sur la situation idéale souhaité par rapport à chaque critère à évaluer sur la fiche. C'est cette situation idéale qui vaut la note "10".  Une fois le consensus acquis pour ces deux étapes, la suite c'est de procéder comme pour la situation idéale, à définir les autres situations d'étapes pouvant conduire à la situation idéale et ce de la situation "0" où rien n'est entrepris jusqu'à la situation proche de l'idéale qui équivaut à la note "9".  Tout cela doit refléter une certaine dynamique et un processus conduisant à la situation idéale. |
|  |
| **Prière faire un bref résumé de l'atelier (Quels ont été les principales questions soulevées lors de l'atelier?)** |
| L'exercice de définition des critères de notation des indicateurs a été très intéressant pour la plus part des membres du comité qui se sont exprimés en face de la camera de l'Agence SARA production qui a couvert tous nos travaux durant le processus. Les membres du comité ont unanimement reconnu l'intérêt et la nécessité d'internaliser ce processus pour le Niger.  Les questions soulevées pendant l'exercice sont surtout liées à la disponibilités des moyens pour institutionnaliser le processus; comment faire en sorte qu'il est la continuité dans la représentation des institutions aux travaux du processus chaque année, au vu de la forte mobilité des cadres; comment bâtir un cadre de partenariat d'échanges et de partage pour rester en cohérence dans les notations d'une année à l'autre et enfin comme s'assurer d'un soutien politique fort.  A toutes ces questions, les participants ont proposé des réponses. |
|  |
| **Avez-vous partagé les résultats de l'atelier de notation à un groupe plus large dans parties prenantes dans le pays (par exemple, une réunion annuelle du comité de pilotage au niveau national multipartite et / ou la prise de la compte de la mise en œuvre du plan d'investissement du PPCR)?** |
| Les résultats de l'atelier de notation ont été partagés, rediscutés à deux occasions: pendant la plénière du Comité d'experts pour la validation et consolidation des travaux des groupes et aussi lors de l'atelier de validation du rapport provisoire par les membres de la Commission Technique Nationale sur les Changements et Variabilité Climatiques (CTNCVC) qui regroupe près d'une cinquantaine d'institutions. |

# 5. Appréciation du processus et Perspectives

## 5.1. Points forts du processus 2015

Comme points forts du processus de rapportage 2015, on peut citer entre autres :

* Le soutien du CIF par une mise à disposition de ressources financières pour le renforcement du dispositif de suivi-évaluation du PPCR,
* L’engagement du PACRC dans la prise en charge de certaines dépenses inhérentes au processus de rapportage,
* La décision de l’institutionnalisation du processus de rapportage annuel à travers la Commission Nationale Changement et Variabilité Climatiques (CNCVC),
* Le leadership assuré par la CNCVC à travers son président qui a joué un rôle de premier plan dans la mobilisation des acteurs pour leur participation au processus de rapportage.
* La grande mobilisation des partenaires nationaux et internationaux dans le processus de rapportage

## 5.2. Points faibles du processus 2015

Au titre des points faibles enregistrés au cours du processus de rapportage 2015, il est constaté :

* Un léger retard constaté dans le lancement du processus qui devrait s’achevé en fin juin et qui malheureusement a encaissé quelques jours de retard.
* La faiblesse liée à l’absence de données sur le nombre exact des bénéficiaires espaces récupérés. En effet, on ne dispose que des informations sur le nombre de participants par sexe aux travaux de récupération. Cela ne permet pas de bien appréhender la situation de certains critères d’évaluation.

# Annexes

## Annexe 1 : Liste des participants à l’atelier de lancement et de validation

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Nom et Prénom** | **Institution** | **Contact** |
|  | Abdou Malam Issa | DGEF/MESU/DD | malam\_ia@yahoo.fr |
|  | Mohamed Lamine Abdoulkadri | MMDI/DM | laminebaby1985@gmail.fr |
|  | Yaou Yahaya | CNES | yaou\_yahaya@yahoo.fr |
|  | Seydou Moussa Ali | DGEDD/MESU/DD | seydouali@yahoo.fr |
|  | Abdou Ibrahim | DEP/MC/PSP | ibrabdou6@yahoo.fr |
|  | Mamadou Abdou Gaoh Sani | GIZ NIGER | mamadou.sani@giz.de |
|  | Mamoudou Idrissa | SE/CNEDD | mamoudou27@yahoo.fr |
|  | Inoussa Dambagi | UCP/PACRC | inoussadambagi@hotmail.com |
|  | Boubacar Diallo Abdoulaye | CGPE/MEPAPLN EC | gagerediallo@yahoo.fr |
|  | Dr. Nouhou Barkiré | DG/MESR/I | nouhoubarkire@gmail.com |
|  | Issa Idi | SE/CNEDD | issaidi@yahoo.fr |
|  | Bassirou Garba | MP/PF/PE/DGP | garba.bassirou@yahoo.fr |
|  | Pr. Madougou Saidou | ENS/UAM | nassara01@yahoo.fr |
|  | Ousseini Oumarou Ouzei | ME/P/DERED | ouzei27@yahoo.fr |
|  | Kone Diakaria | EAMAC | konediakaria@yahoo.fr |
|  | Harouna Idé | DEP/MEL | harounaid33@yahoo.fr |
|  | Boubacar Boureima | SE/CNEDD | mounjoamirou@yahoo.com |
|  | Zakou Mayaki Moussa | UGTF/PROMOVARE-PDIPC/PPCR | moussa1zakou@yahoo.fr |
|  | Idrissa Harouna | DP/DGP/MPAT/DC | harounaidris@yahoo.fr |
|  | Chaibou Sallaou | Projet PROMOVARE PPCR | chasallaou@yahoo.fr |
|  | Mme Abdour Razac Amina B. | MAE/C/IA/NE | amibaradem@yahoo.fr |
|  | Barmo Soukaradji | INRAN | barmo\_inran@yahoo.fr |
|  | Dieudonné Garba Goudou | AAP2/SE/CNEDD | g42dieudonne@yahoo.fr |
|  | Omar Tankari | CARE NIGER | omar.tankari@care.org |
|  | Oumarou Malam Issa | IRD | oumarou.malamissa@ird.fr |
|  | Hassoumi Salifou | MEP/T | alfasalifou@yahoo.fr |
|  | Mahamadou Oumarou | CNCOD | mahamadoumar20@yahoo.fr |
|  | Pr. Abdelkrim Ben Mohamed | CCS - PSRC | benmoam@gmail.com |
|  | Karimou S. Marie | MAE/C/IA/NE | mariksouley@yahoo.ca |
|  | Ibrahima M. Mohamed | REDD/NIGER | Im.mohamed@yahoo.fr |
|  | Saidou Marayé Moussa | MET/SS | moisemaraye@gmail.com |
|  | Seydou Ousseini | DGPC/MAG | seydouousseini@yahoo.fr |
|  | Saley Maman | CAB/PM | Galoma01@yahoo.fr |
|  | Yakoubou Mahaman Sani | DGIn/MPAT/DC/PFN PPCR | yakoubousani@yahoo.fr |
|  | Labo Moussa | DMN/MT | Moussa.labo@yahoo.fr |
|  | Mme Boubacar Zalia Yacouba | SE/CNEDD | Zalia.boubacar@yahoo.fr |
|  | Mme Hatchabi Kouriram Kajima | MEP/Alpha | hatchabi@gmail.com |
|  | Mme Issoufou Mariama | DGRI/MESRI | mariaissouf@yahoo.fr |
|  | Mme Issa Fanta Madou | DCRE/MEP/LNC | Fantaissa530@yahoo.com |
|  | Mme Seyni Hadiza Moussa | C/DEESIE/MEq | Hadiza moussa63@yahoo.fr |
|  | Minkeila Hamidou | DGA/MAG | minkeil@yahoo.fr |
|  | Assoumana Bouba | Projet PDIPC/PPCR | assoumane@yahoo.fr |
|  | Mme Soumaila Aichatou Rosalie | DESG/MES | Aichatourosalie.antoine@yahoo.fr |
|  | Bangna Adamou | Plateforme Paysanne du Niger | Bangna.adamou@gmail.com |
|  | Omar Yazi | DG/MJS | yaziom@yahoo.fr |
|  | Namamou Ajina | DEP/MF | Na\_ajina@yahoo.fr |
|  | DAN BAKOYE Chaibou | CCS - PSRC/PPCR NIGER | Danbakoye63@gmail.com |

## Annexe 2 : Liste des membres du comité techniques d’experts

|  |  |
| --- | --- |
| **Noms et Prénoms** | **Structure/Titre** |
| Alio Doubou | Point Focal PSRC /Min. de l'Elevage |
| Chaibou Dan Bakoye | Expert Chargé du Suivi-Evaluation à l'Unité de Coordination Stratégique du PSRC |
| Abdoulaye Mahamane | Point Focal PACRC |
| Mahaman Sadissou | Société civile (CNCOD) |
| Garba Hamissou | Coord. National pour la GDT/TerrAfrica au Min. en charge de l'Environnement |
| Kabirou Soumaila | Institut National de la Statistique |
| Harouna Oumarou | Directeur de l'Economie Environnementale Min. en charge de l'Environnement et D.D |
| Assoumana Bouba | Chef de l'Equie technique pour le projet PDIPC/PPCR |
| Yayé Manou | Chargé de projet PACRC au Min. en charge de l'Environnement et Dev. Durable |
| Djibo Mariama | Chargée des questions du genre pour le projet PACRC |
| Chékaraou Nouhou | Assistant au chargé de projet PACRC au Min. en charge du Plan |
| Amadou R.Doka | Chargé de projet PACRC au Min. en charge du Plan |
| Chaibou Salaou | Chef d'Equipe Technique du projet PROMOVARE/PPCR |
| Hamza Mayaki | Point Focal PSRC au CNSEE |
| Mahamadou Oumarou | Chambre Nationale de la Coordination de ONG de Développement |
| Dr Hassane.D.Cissé | Point Focal PSRC au Bureau des Evaluations Environnementales et des Etudes d'Impact |
| Abdou Moussa | Point Focal PSRC au Min. de l'Agriculture |
| Boureima Boubacar | Chargé de Suivi-Evaluation au CNEDD et Assistant au Point Focal national pour la Convention sur la Diversité Biologique |
| Mme Issa Hamsatou | Point Focal chargé de la Communication PACRC au Secrétariat Exécutif du CNEDD |
| Daoura N.Mahamadou | Assistant au Suivi-Evaluation à l'Unité Changements Climatiques au CNEDD |
| Bachar L.Abdoulkader | Expert en Assurance/qualité au projet PACRC/PPCR |
| Dr Kamayé Maâzou | Secrétaire Exécutif du CNEDD et Point Focal national de l'UNFCCC |
| Elh. Amani Mahaman Laminou | Chef du Service Etudes et Recherche à la Chambre du Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger (Sect. privé) |
| Amadou H. Yayé | Chargé de la Communication à l'Unité de Coord. Stratégique du PSRC/PPCR |
| Yaou Yahaya | Chargé des Etudes et Programmation au Centre National des Energies Solaires |
| Omar Tankari | Chargé des programmes à l'ONG CARE INTERNATIONAL |
| Ibrahim Mohamed | Coord. du Réseau pour l'Environnement et Dev. Durable NIGER |
| Harouna idé | Dir. des Etudes au Min. de l'Enseignement Professionnel |
| Oumarou Malam Issa | Institut de Recherche pour le Développement |
| Laouali Karami | Coord. ONG CNCOD |
| Hassoumi Salifou | Directeur des Etudes au MEP/T |
| Aliou Mainassara | Chef de la Division Dév. Rural au Min. du Plan |
| Sani Mamadou | Responsable Composante 1 & Coordonnateur PS+E PromAP GIZ-Niger |

## Annexe 3 : Mémo de l’atelier de lancement

|  |  |
| --- | --- |
| *Fraternité - Travail - Progrès* | **REPUBLIQUE DU NIGER**  **------------------------------------------------------------------------**  **MINISTERE DU PLAN DE L’AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**  **ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE**  **------------------------------------------------------------------------**  **PROGRAMME PILOTE DE RESILIENCE CLIMATIQUE**  **------------------------------------------------------------------------**  **CELLULE DE COORDINATION STRATEGIQUE DU PSRC** |

**MEMO SUR LES RENCONTRES ET ECHANGES DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE REPORTING ANNUEL DES RESULTATS PPCR NIGER - 2015**

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de la rencontre ou de l’échange** | **Vendredi 05 Juin 2014** |
| **Lieu de la rencontre ou de l’échange** | **Salle de réunion du Secrétariat Exécutif du CNEDD** |

|  |  |
| --- | --- |
| **Réunion ou Entretien:** | **Lancement officiel du rapport annuel 2015** |
| **Nom Institution ou Groupe:** | **Commission Nationale Changements et variabilité climatiques élargie aux autres acteurs**  Au total, il a été dénombré 47 participants (cf. annexe) |
| **Présidence de séance :** | Mr. Moussa Labo |
| **Modération et rapportage :** | M. Mamadou Abdou Gaoh Sani |

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |
| Table de séance à l’Ouverture. De Gauche à droite : Le Président de la CNCVC et le Point Focal National du PPCR au Niger | Vu d’ensemble des participants à l’atelier de lancement du processus de rapportage 2015 |

|  |  |
| --- | --- |
| **Points de débats ou Ordre du jour** | |
| * Présentation du Programme PPCR Niger * Institutionnalisation du Processus de rapportage annuel pour le Niger * Processus de rapportage PPCR * Lancement officiel du processus * Engagements des parties-prenantes dans le processus 2015 | |
| **Résultats attendus** | * Un porteur institutionnel du processus de rapportage annuel au Niger est défini, * Les informations pertinentes et importantes sur le processus PPCR Niger sont fournies aux participants. * Un engagement des parties-prenantes à participer au processus de rapportage 2015 est acquis. * Un programme du processus de rapportage 2015 est défini et validé. |

**SYNTHESE DES DEBATS**

|  |
| --- |
| **Points saillants / Questionnements** |
| Les points suivants ont fait objet d’échanges entre les participants :   * L’intérêt d’une rencontre de la Commission Nationales après un temps de repli * L’importance de l’institutionnalisation du rapportage annuel et la justesse de l’affectation d’une telle attribution à la Commission nationale * L’état actuel du financement et de l’exécution des différents projets * L’existence et la fonctionnalité de système de suivi-évaluation des projets du PPCR * Le niveau d’implication des acteurs locaux en particulier les communes et les Organisations de producteurs dans le processus PPCR, * L’articulation entre le PPCR et l’Initiative 3N * La nécessité d’une synergie entre acteurs * L'appel lancé par la commission à l'endroit de la CCS - PSRC de lui rendre régulièrement compte de la marche du programme PPCR et contribuer à dynamiser la commission   Ces points ont fait objet de discussions, de clarification et d’information.  Il ressort de cet atelier que tous les membres présents sont au même niveau d’information relativement à l’avancement du processus PPCR au Niger. |

|  |
| --- |
| **Engagements et décisions principales** |
| Après plusieurs discussions et interventions d’éclaircissement relativement aux questions soulevées par les participants, l’atelier a adopté les décisions et pris les engagements suivants :  **1. De l’institutionnel du processus de rapportage annuel au Niger**   * Les participants ont à l’unanimité accepté et salué la décision du portage d’un mécanisme de rapportage annuel par la Commission Nationale des Changements et Variabilité Climatiques pour le Niger * Les participants ont demandé que le Secrétariat Exécutif du CNEDD, en collaboration avec la CNCVC se charge d’initier et faire signer par l’autorité compétente (le Cabinet du premier ministère), un acte instituant officiellement l’attribution du rapportage annuel par la CNCVC pour le Niger.   **2. Du partage des informations sur le processus PPCR Niger**   * Il a été salué le fait de fournir les informations sur l’avancement des différents projets du PPCR Niger. Toutefois, il a été demandé de trouver un mécanisme de partage régulier de l’avancement desdits projets. * La Cellule de Coordination Stratégique du PSRC s’est engagé à œuvrer pour un partenariat assez fructueux avec la Commission et ses institutions membres. Pour cela, il a été décidé de multiplier les rencontres entre la Commission et la CCS-PSRC pour faire le point de la marche du programme PPCR et bâtir ensemble un agenda futur de résilience au climat pour le Niger.   **3. De l’engagement des parties-prenantes à participer au processus de rapportage 2015**   * Pour tenir compte des observations faites par le CIF relativement aux observations sur le rapport 2014, les participants ont souhaité que le processus de rapportage 2015 soit le plus inclusif possible pour garantir une appropriation nationale et une large diffusion de l’avancement du Niger. * Les participants ont de manière collective et individuelle adhéré aux processus de rapportage 2015. * Le Président de la Commission Nationale a souligné sa disponibilité à garantir que le processus soit approprié par la CNCVC ainsi que sa disponibilité à mobiliser toutes les parties-prenantes.   **4. Du programme du processus de rapportage 2015**   * Les participants ont validé la suite du processus de rapportage et ont, du fait que la CNCVC sera le porteur institutionnel des processus de rapportage, demandé que le rapport national 2015 soit soumis à la validation de tous les membres de la CNCVC en fin juin 2015. * Le programme du processus de rapportage est le suivant :   + 1. Organisation d’une retraite du comité technique dans la semaine du 15 juin   + 2. Finalisation du draft du rapport annuel le 22 juin 2015   + 3. Organisation de la réunion du comité technique pour la validation du draft du rapport en envoi aux membres du CNCVC le 24 juin 2015   + 4. Organisation de l’atelier national de validation du rapport le 29 juin 2015   + 5. Finalisation et envoi du rapport au CIF le 30 juin 2015. * Les participants ont demandé à toutes les personnes impliquées dans processus d’élaboration du rapport, de veiller à la prise en compte des observations émises par le CIF relativement au rapport fourni au titre de l’année 2014 pour garantir davantage de qualité aux rapports du Niger. |

## Annexe 4 : Mémo de l’atelier de validation nationale

|  |  |
| --- | --- |
| *Fraternité - Travail - Progrès* | **REPUBLIQUE DU NIGER**  **------------------------------------------------------------------------**  **MINISTERE DU PLAN DE L’AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**  **ET DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE**  **------------------------------------------------------------------------**  **PROGRAMME PILOTE DE RESILIENCE CLIMATIQUE**  **------------------------------------------------------------------------**  **CELLULE DE COORDINATION STRATEGIQUE DU PSRC** |

**MEMO SUR LES RENCONTRES ET ECHANGES DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE REPORTING ANNUEL DES RESULTATS PPCR NIGER - 2015**

|  |  |
| --- | --- |
| **Date de la rencontre ou de l’échange** | **Du jeudi 02 au Vendredi 03 Juillet 2015** |
| **Lieu de la rencontre ou de l’échange** | **Salle de réunion de Siloé** |

|  |  |
| --- | --- |
| **Réunion ou Entretien:** | **Validation national du rapport annuel 2015** |
| **Nom Institution ou Groupe:** | **Commission Nationale Changements et variabilité climatiques élargie aux autres acteurs** |
| **Présidence de séance :** | Mr. Moussa Labo |
| **Modération et rapportage :** | M. Mamadou Abdou Gaoh Sani |

|  |  |
| --- | --- |
| **Points de débats ou Ordre du jour** | |
| * Présentation du rapport annuel 2015, * Présentation des critères de notation utilisés, * Présentation de l’évaluation des indicateurs de résultats, * Mise en critique du contenu de l’évaluation des indicateurs, * Mots de clôture du Président de la CNCVC | |
| **Résultats attendus** | * Partage d’information à la CNCVC élargie aux autres acteurs * Validation nationale du rapport annuel Niger 2015 |

**SYNTHESE DES DEBATS**

|  |
| --- |
| **Points saillants / Questionnements** |
| **Partage d’information**  Le contenu du rapport provisoire 2015 a été exposé aux participants qui ont apporté des améliorations dans la partie narrative du rapport. Cependant, les plus importantes contributions ont été enregistrées notamment lors du débat de validation du niveau des indicateurs principaux du PPCR. A ce niveau, par souci de partage de connaissances et de compréhension, les niveaux d’avancement par indicateur et par critère ont été exposés et discutés.  **Validation du rapport :**  Le rapport provisoire qui a fait l’objet d’exposé et de critiques a été amélioré séance tenante pour ce qui concernent certains aspects qui peuvent être corrigés sur place.  Au terme de la rencontre, le Président de Séance, sous réserve de la prise en compte des observations et recommandations émises par les participants, a déclaré validé le rapport annuel de suivi des résultats du PPCR au titre de l’année 2015. |

|  |
| --- |
| **Engagements et décisions principales** |
| * Le rapport annuel Niger 2015 a été adopté sous réserve de la prise en compte des observations et suggestions émises par les participants. * Deux jours ont été donnés à l’Expert Suivi-Evaluation PPCR et le modérateur pour la finalisation du rapport par la prise en compte des observations pertinentes émises par les participants. * Il a été demandé que le prochain processus soit engagé plus tôt pour permettre de respecter la date buttoir de fin juin de chaque année. |